

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4539

[2008/204571]

6 NOVEMBRE 2008. — Décret portant rationalisation de la fonction consultative (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Des mesures transversales applicables aux organismes consultatifs, d'agrément ou assimilés*

Article 1^{er}. Les dispositions contenues dans le présent chapitre sont applicables :

1^o aux organismes visés par les intitulés des sections du chapitre II qui suivent :

- Conseil wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique;
- Commission consultative régionale de l'Aménagement du Territoire;
- Commission consultative du Transport et de la Mobilité;
- Comité de concertation de la Navigation intérieure;
- Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne;
- Conseil régional de la Formation des Agents des Administrations locales et provinciales de Wallonie;
- Commission de suivi instituée dans le cadre du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises;
- Commission d'agrément instituée dans le cadre du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises.

2^o aux organismes qui suivent :

- Conseil supérieur du Logement;
- Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature;
- Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois;
- Conseil supérieur wallon de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de l'Alimentation;
- Conseil supérieur wallon de la Chasse;
- Conseil supérieur wallon de la Pêche;
- Conseil wallon de Politique scientifique;
- Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable;
- Conseil wallon de l'Economie sociale marchande;
- Conseil wallon de l'Egalité entre les Hommes et les Femmes;
- Commission consultative de l'Eau;
- Commissions consultatives du Transport scolaire;
- Commission wallonne des Marchés publics;
- Commission d'avis sur les recours en matière d'Urbanisme;
- Commission régionale des Déchets;
- Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières;
- Commission scientifique pour les produits agro-alimentaires;
- Comité d'orientation et d'évaluation recherche agronomique;
- Comité d'orientation de l'APAQ-W;
- Comité de la marque de l'APAQ-W;
- Comité de contrôle de l'Eau;
- Comité d'experts "Epuración individuelle";
- Comité des experts de la Société publique de Gestion de l'Eau;
- Commission d'agrément des auteurs de projets;
- Commission d'agrément des entreprises d'insertion;
- Commission d'agrément des agences conseil;
- Commission d'agrément des IDESS;
- Commission d'agrément des organismes d'éducation à la nature et aux forêts.

Art. 2. § 1^{er}. Les règles suivantes sont applicables aux organismes visés à l'article 1^{er} :

1^o pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant. Lorsque le membre est, en vertu des dispositions qui régissent le fonctionnement et l'organisation de l'organisme, désigné en raison d'une fonction spécifique qu'il assume ou d'un titre qu'il porte, il peut être dérogé à cette règle;

2^o un membre suppléant ne peut siéger qu'en l'absence du membre effectif qu'il remplace;

3^o les membres suppléants disposent des mêmes documents afférents aux réunions de l'organisme que les membres effectifs. Ces documents sont transmis aux membres suppléants concomitamment à leur transmission aux membres effectifs;

4^o un membre ne peut siéger avec voix délibérative en tant que représentant du Gouvernement;

5^o les membres du Gouvernement, ou leurs délégués, peuvent assister avec voix consultative aux réunions lorsqu'une question relevant de leur compétence est soumise à l'avis des organismes;

6^o lorsque le mandat d'un membre prend fin avant le terme fixé, le remplaçant achève la durée du mandat restant à courir;

7^o le renouvellement du mandat des membres au sein de l'organisme se fait intégralement;

8^o la durée du mandat des membres est fixée à cinq ans. Cette règle ne s'applique pas au sein du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne institué par le décret du 1^{er} juillet 1993 portant création d'un Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne;

9° nul ne peut être désigné comme membre s'il est membre de la Chambre des représentants, du Sénat, du Parlement européen ou d'un des parlements régionaux et communautaires. Cette règle n'est pas applicable aux personnes qui sont désignées au sein de l'organisme en raison de leur qualité d'élu ou de représentant des pouvoirs locaux lorsque cette qualité est expressément prévue par les dispositions qui régissent le fonctionnement et l'organisation de l'organisme;

10° l'organisme donne son avis dans les trente-cinq jours, à partir de la date de réception du dossier de demande d'avis complet. Ce délai peut être ramené à dix jours ou, si la demande est particulièrement importante ou complexe, être prolongé par le Gouvernement. A défaut d'avis dans le délai imparti, il est passé outre. Cette règle ne s'applique pas à la Commission consultative régionale de l'Aménagement du Territoire instituée par le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

11° il est interdit à tout membre de délibérer sur des objets pour lesquels il a un intérêt direct ou indirect, patrimonial ou personnel. N'est pas considéré comme intérêt personnel ou indirect le fait de représenter les intérêts de l'entité qui a proposé ou désigné le membre au sein de l'organisme;

12° nul ne peut être désigné comme membre s'il a été condamné ou est membre d'un organisme ou d'une association qui a été condamnée, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, pour non-respect des principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

Cette interdiction cesse dix années après la décision de justice précitée, s'il peut être établi que la personne ou l'association a publiquement renoncé à son hostilité vis-à-vis des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées à l'alinéa qui précède.

Elle cesse un an après la décision de justice précitée, si la personne a démissionné de l'association en raison de et immédiatement après la condamnation de cette dernière pour non-respect des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées à l'alinéa 1^{er};

13° outre ce qui est prévu par les dispositions qui régissent le fonctionnement et l'organisation de l'organisme, est réputé démissionnaire, sur décision de l'organisme, le membre :

- qui a été absent de manière non justifiée à plus de 3 réunions consécutives auxquelles il a été régulièrement convoqué;

- qui a été absent sans raison médicale à plus de la moitié des réunions tenues au cours des douze derniers mois auxquelles il a été régulièrement convoqué;

- qui ne respecte pas le caractère confidentiel des délibérations ou des documents, lorsqu'un tel caractère confidentiel est reconnu conformément aux dispositions de nature légale ou réglementaire, en ce compris celles qui résultent du règlement d'ordre intérieur;

- qui marque une hostilité ou est membre d'un organisme ou d'une association qui marque une hostilité vis-à-vis des principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale;

14° à défaut d'autres règles prévues expressément dans les dispositions qui régissent le fonctionnement et l'organisation de l'organisme :

- le quorum de présence est fixé à la moitié des membres;

- le quorum de vote est fixé à la majorité des membres présents;

15° lorsque le quorum de présence n'est pas rencontré, une nouvelle réunion peut être convoquée, sous un bref délai, et au moins vingt-quatre heures après la réunion où le quorum n'a pu être atteint, afin de délibérer sur le même ordre du jour. En cas d'urgence dûment motivée, ce délai peut être réduit. Lors d'une reconvoque, il peut être délibéré valablement quel que soit le nombre des présents;

16° les membres bénéficient en matière de frais de déplacement des indemnités prévues pour les agents des services du Gouvernement en vertu du Code de la Fonction publique;

17° en cas d'urgence ou dans des circonstances spécialement motivées, l'avis de l'organisme peut être remis selon une procédure écrite entre les membres;

18° par organisme ou pour un ensemble d'organismes, un rapport d'activités annuel, consultable sur un site internet, est réalisé et transmis concomitamment au Gouvernement et au Parlement wallons au plus tard pour la fin du mois de septembre de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte;

19° chaque organisme élabore un règlement d'ordre intérieur et le soumet, de même que ses éventuelles modifications ultérieures, à l'approbation du Gouvernement. Le règlement d'ordre intérieur traite notamment des points suivants, sauf si ces points font l'objet de dispositions légales ou réglementaires spécifiques :

- le nombre minimal de réunions annuelles;

- l'obligation de rédiger un procès-verbal des débats tenus au cours de chaque réunion;

- le mode de transmission des documents aux membres effectifs et suppléants;

- la procédure de convocation de réunions;

- les conditions de recours ainsi que les modalités de mise en œuvre de la procédure écrite de remise d'avis en cas d'urgence ou dans des circonstances spécialement motivées;

- le cas échéant, les règles à respecter dans le cadre de l'élaboration du budget de l'organisme;

- les conditions et situations dans lesquelles la confidentialité des délibérations ou des documents peut être appliquée;

- le cas échéant, le siège et le lieu des réunions de l'organisme;

- les modalités de consultation du rapport annuel;

- le caractère public ou non des réunions de l'organisme;

20° dans l'exercice de leurs missions, les organismes peuvent faire appel à des experts extérieurs.

§ 2. Les dispositions légales, réglementaires ou statutaires antérieures à l'entrée en vigueur du présent décret qui régissent le fonctionnement et l'organisation des organismes visés à l'article 1^{er} et qui ne respectent pas les règles posées au paragraphe 1^{er} du présent article sont abrogées.

CHAPITRE II. — *De diverses dispositions décrétales assurant la transposition des mesures transversales visées au chapitre 1^{er} et assurant une rationalisation de la fonction consultative*

Section 1^{re}. — Modifications du décret du 4 décembre 2003 relatif à la création de l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique concernant le Conseil wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique

Art. 3. A l'article 2 du décret du 4 décembre 2003, il est inséré un avant-dernier alinéa, rédigé comme suit : "Lorsque le mandat d'un membre prend fin avant le terme fixé, le remplaçant désigné conformément aux règles ci-dessus achève la durée du mandat restant à courir."

Art. 4. Dans le même décret, il est inséré un article *2bis* rédigé comme suit :

"Art. *2bis*. Pour chaque membre, un suppléant est désigné. Le suppléant ne siège qu'en l'absence du membre. En cas d'absence du membre effectif et de son suppléant, le premier peut donner procuration à un autre membre.

Un membre ou un suppléant ne peut représenter qu'un seul autre membre. Les documents qui sont envoyés aux membres effectifs sont également envoyés aux suppléants. Le mandat du suppléant prend fin en même temps que le mandat du membre effectif.

Tout membre ou suppléant qui pourrait avoir des intérêts à titre personnel ou du chef de son employeur dans un dossier examiné par le Conseil, doit en avertir le président de séance et s'abstenir de toute participation aux débats et à la prise de décisions."

Art. 5. Dans le même décret, à l'article 3, alinéa 1^{er}, la deuxième phrase est remplacée comme suit : "Le règlement fixe notamment un quorum de présence lors des votes ainsi qu'un quorum de vote."

Au même article, il est inséré après l'alinéa 1^{er} l'alinéa suivant :

"Le règlement prévoit que si le quorum de présence n'est pas rencontré, le conseil est reconvoqué sous huitaine, et au moins vingt-quatre heures après la réunion où le quorum n'a pu être atteint. En cas d'urgence dûment motivée, ce délai peut être réduit. Lors d'une reconvoque, le conseil délibère valablement quel que soit le nombre des présents."

Au même article, le dernier alinéa est remplacé comme suit : "Le Gouvernement détermine la nature et le montant des émoluments que l'Institut accorde aux membres, au président et au vice-président.

Les membres ou suppléants bénéficient en matière de frais de déplacement des indemnités prévues pour les agents des services du Gouvernement en vertu du Code de la Fonction publique."

Art. 6. Dans le même décret, à l'article 4, la phrase suivante est ajoutée à la fin du deuxième alinéa : "Ces avis et recommandations sont communiqués au Gouvernement en la personne du Ministre."

Au même article, l'alinéa suivant est ajouté :

"Le rapport annuel des activités du conseil est annexé au rapport annuel de l'Institut et est communiqué en même temps que celui-ci concomitamment au Gouvernement et au Parlement wallons et ce, au plus tard pour la fin du mois de septembre de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte."

Art. 7. Dans le même décret, il est ajouté un article *4bis* avant la section 3 rédigé comme suit :

"Art. *4bis*. Le conseil donne son avis dans les trente-cinq jours, à partir de la date de réception du dossier complet. Le Gouvernement peut, en cas d'urgence dûment motivée, ramener ce délai à dix jours ou, si la demande est particulièrement importante ou complexe, prolonger ce délai.

A défaut d'avis dans le délai imparti, l'avis du conseil est réputé favorable.

En cas d'urgence ou dans des circonstances spécialement motivées, le conseil veille à mettre en oeuvre, selon des modalités définies dans le règlement d'ordre intérieur, une procédure écrite."

Art. 8. Dans le même décret, l'article 12, alinéa 4, est modifié comme suit :

"Le Gouvernement communique le rapport annuel d'activités au Parlement au plus tard le 30 septembre de l'année qui suit."

Section 2. — Modifications du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, relatives à la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire

Art. 9. Dans l'article 6, alinéa 3, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine les mots "Sauf en cas d'urgence spécialement motivée," sont insérés avant les mots "Le Gouvernement consulte".

Section 3. — Modifications du décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne concernant la Commission consultative du Transport et de la Mobilité

Art. 10. L'article *33bis* du décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne est remplacé par la disposition suivante :

"Art. *33bis*. Une commission dénommée "Commission consultative du Transport et de la Mobilité" est instaurée par le Gouvernement en vue d'étudier et de lui remettre des avis, le cas échéant d'initiative, selon les conditions et les modalités définies par le Gouvernement, notamment sur tout problème spécifique en matière de services réguliers, de services réguliers spécialisés et de service de taxis au sens de la loi du 27 décembre 1974 relative aux services de taxis. Elle peut également étudier et remettre des avis sur tout autre matière relative au transport et à la mobilité sollicitée et déterminée par le Gouvernement.

Les règles prévues par l'article 2 du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative sont, pour le surplus, applicables à la Commission."

Section 4. — De la modification du décret du 24 décembre 1994 portant dissolution de l'Office de la Navigation et création de l'Office de Promotion des Voies navigables et de la création d'un Comité de concertation de la navigation intérieure

Art. 11. Les articles 4 à 11 du décret du 24 novembre 1994 portant dissolution de l'Office de la Navigation et création de l'Office de Promotion des Voies navigables tels que modifiés par le décret du 1^{er} avril 1999 portant création du Port autonome du Centre et de l'Ouest et le décret du 4 février 1999 modifiant le décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Art. 4. Il est institué un Comité de concertation de la navigation intérieure, ci-après dénommé "le Comité", auprès du Gouvernement.

Art. 5. Le Comité a pour mission la délivrance d'avis au Gouvernement, à la demande de celui-ci ou d'initiative, sur les problèmes relatifs à la navigation intérieure en Wallonie, à la politique portuaire et aux projets d'arrêtés ou de décrets relatifs aux cours d'eau navigables. Ces avis sont communiqués au Gouvernement en la personne du Ministre.

Art. 6. Le Gouvernement arrête le mode de fonctionnement de ce Comité.

Art. 7. Le Comité se réunit au moins deux fois par an.

Art. 8. Le Comité est composé d'un représentant du Ministre qui a les Voies navigables dans ses compétences, de quatre représentants de la Direction générale Mobilité et Voies hydrauliques, de deux représentants du secteur de la batellerie, d'un représentant des entreprises utilisatrices de la voie d'eau, d'un représentant du secteur de l'affrètement fluvial, d'un représentant du secteur de la manutention portuaire, d'un représentant de chacun des ports autonomes, d'un expert universitaire en matière de transport et de logistique.

Des experts peuvent être invités au Comité en fonction de l'objet.

Art. 9. Pour chaque membre, un suppléant est désigné. Le suppléant ne siège qu'en l'absence du membre. Tout membre ou suppléant qui pourrait avoir des intérêts à titre personnel ou du chef de son employeur dans un dossier examiné par le Comité, doit en avertir le président de séance et s'abstenir de toute participation aux débats et à la prise de décisions.

Art. 10. Le Comité élabore son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Gouvernement. Le règlement fixe un quorum de présence lors des votes ainsi qu'un quorum de vote.

Le règlement prévoit que si le quorum de présence n'est pas rencontré, le Comité est reconvoqué sous huitaine, et au moins 24 heures après la réunion où le quorum n'a pu être atteint. En cas d'urgence dûment motivée, ce délai peut être réduit. Lors d'une reconvoque, le Comité délibère valablement quel que soit le nombre des présents.

Art. 11. Le Gouvernement détermine la nature et le montant des émoluments accordés aux membres, suppléants et experts du Comité. Les membres, suppléants et experts bénéficient en matière de frais de déplacement des indemnités prévues pour les agents des services du Gouvernement en vertu du Code de la Fonction publique."

Art. 12. Sont abrogés l'article 3, alinéa 2, b), du décret du 17 décembre 1992 créant des fonds budgétaires en matière de travaux publics, ainsi que l'article 1^{er}, § 2, alinéa 1^{er}, 18^e tiret, du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons.

Art. 13. Les missions, biens, droits et obligations de l'Office de Promotion des Voies navigables sont transférés à la Direction générale Mobilité et Voies hydrauliques.

Art. 14. Les fonds en possession de l'Office de Promotion des Voies navigables sont transférés au Fonds du Trafic et des Avaries - secteur Voies hydrauliques, créé par l'article 3 du décret du 17 décembre 1992 créant des fonds budgétaires en matière de travaux publics.

Section 5. — Modifications du décret du 1^{er} juillet 1993 portant création d'un Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne concernant le Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne

Art. 15. Les articles 2 et 3 du décret du 1^{er} juillet 1993 portant création d'un Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Art. 2. Le Conseil a pour mission :

1^o d'émettre un avis au sujet des projet et proposition de décret du Parlement wallon et de projets d'arrêtés du Gouvernement wallon susceptible d'influencer les finances et/ou la gestion des Villes, Communes et Provinces, à l'exception du décret relatif au budget de la Région wallonne;

2^o d'émettre un avis sur les projets de circulaires régionales relatives aux Villes, Communes et Provinces;

3^o d'évaluer les incidences, sur les finances et/ou la gestion des Villes, Communes et Provinces, de toute disposition de la Communauté européenne, de l'Etat belge, de la Communauté française ou de la Communauté germanophone;

Art. 3. § 1^{er}. Le Conseil peut être saisi d'une demande d'avis ou d'évaluation par le Gouvernement.

§ 2. A l'initiative d'un tiers de ses membres, le Conseil peut être appelé à remplir les missions visées à l'article 2. Cet avis d'initiative sera transmis par le Conseil au Gouvernement."

§ 3. L'avis préalable est obligatoire pour tout projet de décret ou d'arrêté du Gouvernement wallon qui relève des compétences du Ministre en charge des Affaires intérieures. Le Gouvernement peut déterminer d'autres matières dans lesquelles l'avis préalable du Conseil est obligatoire.

Le Gouvernement détermine les projets de décret et d'arrêtés susceptibles d'influencer les finances et/ou la gestion des Villes, Communes et Provinces, à l'exception du décret relatif au budget de la Région wallonne, pour lesquels l'avis est obligatoire."

Art. 16. A l'article 4, § 2, première phrase, du même décret les mots "et de présidents de Conseil de l'action sociale de centre public d'action sociale" sont ajoutés après les mots "mandataires communaux".

Le paragraphe 3 du même article 4 est remplacé par le paragraphe suivant :

"§ 3. Les membres du Conseil sont nommés parmi les mandataires communaux, les présidents du Conseil de l'action sociale et les mandataires provinciaux de la manière suivante :

1° le président et les deux vice-présidents sont désignés directement par le Gouvernement;

2° six mandataires communaux et deux présidents du Conseil de l'action sociale, sont directement désignés par le Gouvernement, et six mandataires communaux et deux présidents du Conseil de l'action sociale, sur proposition de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie;

3° quatre mandataires provinciaux sont directement désignés par le Gouvernement, et cinq autres sur proposition de l'Association des Provinces wallonnes."

Le paragraphe 5 du même article est remplacé par le paragraphe suivant :

"§ 5. Le mandat des membres du Conseil est de six ans. Le mandat est renouvelable."

Le paragraphe 7 du même article est remplacé par le paragraphe suivant :

"Est réputé démissionnaire sur décision de l'organisme, le membre :

- qui a été absent de manière non justifiée à plus de 3 réunions consécutives auxquelles il a été régulièrement convoqué;

- qui a été absent sans raison médicale à plus de la moitié des réunions tenues au cours des douze derniers mois auxquelles il a été régulièrement convoqué;

- qui ne respecte pas le caractère confidentiel des délibérations ou des documents, lorsqu'un tel caractère confidentiel est reconnu conformément aux dispositions de nature légale ou réglementaire, en ce compris celles qui résultent du règlement d'ordre intérieur;

- qui marque une hostilité ou est membre d'un organisme ou d'une association qui marque une hostilité vis-à-vis des principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale."

Un paragraphe 8 est inséré au sein du même article dont le contenu est le suivant :

"§ 8. Le successeur est désigné conformément aux dispositions du présent article et achève le mandat du membre démissionnaire."

Art. 17. A l'article 5 du même décret, les mots "de l'Exécutif" sont remplacés par les mots "du Gouvernement".

Art. 18. A l'article 9 du même décret, les mots "à l'Exécutif" et "l'Exécutif" sont respectivement remplacés par les mots "au Gouvernement" et "le Gouvernement" et les mots "trente jours calendrier à compter de la date à laquelle la demande lui est parvenue" sont remplacés par les mots "trente-cinq jours à dater de la réception du dossier complet."

Le dernier alinéa de l'article 9 est remplacé par les alinéas qui suivent :

"A défaut d'être rendu dans les délais visés aux alinéas précédents, l'avis est réputé favorable.

Un rapport annuel d'activité est communiqué concomitamment au Parlement et au Gouvernement wallons au plus tard pour la fin du mois de septembre de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte."

Art. 19. L'article 10 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 10. Le Conseil établit un règlement d'ordre intérieur, qui est approuvé par le Gouvernement.

Le règlement d'ordre intérieur traite notamment :

1° de la mise en place d'une procédure écrite de remise d'avis en cas d'urgence ou dans des circonstances spécialement motivées;

2° des quorums de présence et de vote;

3° des règles à respecter dans le cadre de l'élaboration du budget;

4° de la composition et du fonctionnement des commissions visées à l'article 11."

Art. 20. A l'article 11 du même décret, le deuxième alinéa est remplacé comme suit : "La composition et le mode de fonctionnement de ces commissions sont fixés par chacune des sections et intégrées au règlement d'ordre intérieur."

Art. 21. L'article 12 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 12. Le Gouvernement détermine la nature et le montant des émoluments à allouer aux membres du Conseil.

Les membres bénéficient en matière de frais de déplacement des indemnités prévues pour les agents des services du Gouvernement en vertu du Code de la Fonction publique."

Art. 22. A l'article 14 du même décret, les mots "l'Exécutif régional wallon" sont remplacés par les mots "le Gouvernement".

Art. 23. A l'article 15 du même décret, les mots "L'Exécutif régional wallon" sont remplacés par les mots "Le Gouvernement".

Art. 24. L'intitulé du chapitre V du même décret est complété par les mots "et autre disposition".

Section 6. — Modifications du décret du 6 mai 1999 portant création du Conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie concernant le Conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie

Art. 25. L'article 6 du décret du 6 mai 1999 portant création du Conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie est remplacé par l'article suivant :

“§ 1^{er}. La durée des mandats des membres visés à l'article 3 est de cinq ans. Ils sont renouvelables.

§ 2. En cas de vacance d'un mandat, un remplaçant est désigné pour achever le mandat.

Le successeur est désigné conformément aux dispositions du présent chapitre.

§ 3. Le membre est réputé démissionnaire de plein droit le jour où il cesse de représenter l'autorité ou l'organisation qui l'a désigné au sein du Conseil.

§ 4. Est réputé démissionnaire sur décision de l'organisme, le membre :

- qui a été absent de manière non justifiée à plus de 3 réunions consécutives auxquelles il a été régulièrement convoqué;

- qui a été absent sans raison médicale à plus de la moitié des réunions tenues au cours des douze derniers mois auxquelles il a été régulièrement convoqué;

- qui ne respecte pas le caractère confidentiel des délibérations ou des documents, lorsqu'un tel caractère confidentiel est reconnu conformément aux dispositions de nature légale ou réglementaire, en ce compris celles qui résultent du règlement d'ordre intérieur;

- qui marque une hostilité ou est membre d'un organisme ou d'une association qui marque une hostilité vis-à-vis des principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.”

Art. 26. A l'article 8 du même décret, il est ajouté un alinéa, rédigé comme suit : “Les modalités de mise en œuvre de cet article sont réglées par le règlement d'ordre intérieur.”

Art. 27. A l'article 10 du même décret, le mot “trente” est remplacé par les mots “trente-cinq”.

Au même article, il est inséré un avant-dernier alinéa, rédigé comme suit :

“A défaut d'être rendu dans les délais visés aux alinéas précédents, l'avis est réputé favorable.”

Art. 28. L'article 11 du même décret est remplacé par l'article suivant :

“Art. 11. Le Conseil adopte le règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Gouvernement.

Les modifications du règlement sont arrêtées par le Conseil et soumises à l'approbation du Gouvernement.

Le règlement d'ordre intérieur définit notamment :

1° le mode de fonctionnement des services du Conseil ainsi que des commissions visées à l'article 8;

2° la mise en place d'une procédure écrite de remise d'avis en cas d'urgence ou dans des circonstances spécialement motivées;

3° les quorums de présence et de vote;

4° les règles à respecter dans le cadre de l'élaboration du budget.”

Art. 29. L'article 12 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

“Art. 12. Le Gouvernement détermine la nature et le montant des émoluments à allouer aux membres du Conseil.

Les membres bénéficient en matière de frais de déplacement des indemnités prévues pour les agents des services du Gouvernement en vertu du Code de la Fonction publique.”

Section 7. — Modifications du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises concernant la Commission de suivi

Art. 30. L'article 19, § 2, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises est remplacé par la disposition suivante :

“§ 2. Une commission de suivi est instituée, au sein du service que le Gouvernement désigne, en vue d'examiner annuellement l'impact des décisions prises en matière d'octroi de primes aux grandes entreprises. Elle est chargée d'établir un rapport d'activités annuel qu'elle communique au Gouvernement, au Conseil économique et social de la Région wallonne et à l'Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique.

La Commission se compose de :

1° quatre membres effectifs et autant de suppléants issus du Conseil économique et social de la Région wallonne;

2° un membre effectif et un suppléant issus du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable;

3° cinq membres effectifs et autant de suppléants représentant l'Administration wallonne, dont trois issus des services compétents en matière d'Economie et d'Emploi, un des services compétents en matière de Ressources naturelles et de l'Environnement et un des services compétents en matière de Technologies, de Recherche et d'Énergie.

Le membre suppléant ne siège qu'en l'absence du membre effectif qu'il remplace.

Les membres visés à l'alinéa 2, 1° et 2°, sont désignés par le Gouvernement sur liste double de candidats présentée par les organes qu'ils représentent.

Le Gouvernement désigne les membres visés à l'alinéa 2, 3°, sur proposition du Ministre compétent.”

Art. 31. Au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, de l'article 19 du même décret, les mots “et de la commission de suivi” sont supprimés.

Section 8. — Modifications du décret du 11 mars 2004

relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises concernant la Commission d'agrément

Art. 32. L'article 9, § 2, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises est remplacé comme suit :

"Il est créé une Commission d'agrément chargée de l'agrément des conseils pour une durée de trois ans maximum et, le cas échéant, de la suspension ou du retrait de celle-ci.

Pour être agréé, le conseil doit justifier d'une expérience professionnelle de trois ans minimum.

La Commission se compose de :

1° quatre membres effectifs et quatre suppléants représentant les services de l'Administration wallonne compétents en matière d'économie et d'emploi;

2° deux membres effectifs et deux suppléants représentant l'Institut des réviseurs d'entreprises;

3° deux experts membres effectifs et deux suppléants représentant l'Institut des experts comptable;

4° deux membres effectifs et deux suppléants issus du personnel du Conseil économique et social de la Région wallonne.

Le membre suppléant ne siège qu'en l'absence du membre effectif qu'il remplace.

La présidence et le secrétariat de la Commission sont assurés par les membres visés à l'alinéa 3, 1°.

Le Gouvernement nomme le président, désigne les membres visés à l'alinéa 3, 1°, sur proposition du Ministre compétent et désigne les membres visés à l'alinéa 3, 2° à 4°, sur la base d'une liste double de candidats présentée par les organes qu'ils représentent."

Section 9. — Modifications du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément

et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi concernant la Commission consultative

Art. 33. A l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2 du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi, les mots "Sur avis préalable de la Commission visée à l'article 7," sont supprimés.

Art. 34. A l'article 4, § 1^{er}, du même décret, les mots "Après avis de la Commission visée à l'article 7" et au point 8° du même paragraphe, les mots "à la Commission visée à l'article 7 et " sont supprimés.

Art. 35. A l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, du même décret, les mots "après avis de la Commission visée à l'article 7," sont supprimés.

Art. 36. A l'article 5, § 2, alinéa 2, du même décret, les mots "pour permettre à la Commission d'opérer un choix sur l'opérateur à agréer. Celui-ci devra remplir toutes les conditions visées à l'article 4. § 1^{er}." sont supprimés.

Art. 37. A l'article 6 du même décret, les mots "après avis de la Commission visée à l'article 7," sont abrogés.

Art. 38. Le chapitre III du même décret est abrogé.

Art. 39. L'article 10 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 10. § 1^{er}. Le contrôle des dispositions du présent décret et ses arrêtés d'exécution sont exercés par les services que le Gouvernement désigne en application de l'article 11.

§ 2. L'évaluation globale des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution est réalisée par le Conseil économique et social de la Région wallonne sur base des plans d'action et des rapports d'activité annuels des Mire qui lui seront communiqués et présentés par les services désignés par le Gouvernement. Le Conseil économique et social de la Région wallonne soumet ce rapport d'évaluation au Gouvernement pour le 1^{er} octobre de l'année suivant celle sur laquelle porte ce rapport.

§ 3. Le Gouvernement détermine les modalités de l'évaluation. Celle-ci doit s'effectuer en fonction, notamment :

1° des objectifs quantitatifs et qualitatifs fixés dans le plan d'action annuel;

2° des facteurs liés à l'environnement socio-économique et des processus mis en place pour y répondre;

3° des indices de satisfaction des bénéficiaires et des employeurs concernés.

§ 4. Le Conseil économique et social de la Région wallonne est également chargé de remettre, d'initiative ou sur demande du Gouvernement, des avis motivés sur l'exécution du décret et sur toute question relative aux missions régionales. A défaut d'un avis dans les trente-cinq jours de la saisine par le Gouvernement, cet avis est réputé favorable. En cas d'urgence motivée, cet avis peut être demandé dans les dix jours. A défaut du respect de ce délai, l'avis est réputé favorable.

§ 5. Les services désignés par le Gouvernement organisent, au moins une fois par an, une table ronde pour débattre notamment du rôle et des actions des missions régionales dans le champ de l'insertion socioprofessionnelle en Région wallonne."

*CHAPITRE III. — Dispositions diverses et finales**Section 1^{re}. — Dispositions diverses*

Art. 40. L'intitulé du chapitre XII du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, est remplacé par l'intitulé suivant : "Chapitre XII - Des avis".

Art. 41. L'article 51 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 51. Le Conseil économique et social de la Région wallonne émet à la demande du Gouvernement, de la CWAPE ou d'initiative, des avis sur l'orientation du marché régional de l'électricité dans le sens de l'intérêt général, du développement durable et des missions de service public."

Art. 42. Dans l'article 3 du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation de terrils, les mots "et après avis d'une Commission qu'il instaure et composée des parties concernées" sont remplacés par les mots "et après avis de la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire".

Section 2. — Disposition finale

Art. 43. Le Gouvernement fixe, pour chacun des organismes consultatifs, d'agrément ou assimilés visés par le présent décret, les dates d'entrée en vigueur des articles du présent décret.

Les articles qui concernent chacun des organismes consultatifs, d'agrément ou assimilés visés par le présent décret entrent en vigueur au plus tard à la date du renouvellement intégral des mandats des membres de ces organismes.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 novembre 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Note

(1) *Session 2007-2008.*

Documents du Parlement wallon, 820 (2007-2008). N^{os} 1 à 16.

Compte rendu intégral, séance publique du 5 novembre 2008

Discussion - Votes.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 4539

[2008/204571]

6. NOVEMBER 2008 — Dekret zur Rationalisierung der Beratungsfunktion (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Regierung sanktionieren es:

KAPITEL I — *Bereichsübergreifende Maßnahmen, die auf die Beratungs-, Zulassungs- und gleichgestellten Einrichtungen anwendbar sind*

Artikel 1 - Die Bestimmungen vorliegenden Kapitels sind anwendbar:

1^o auf die unten genannten Einrichtungen, die in den Überschriften der Sektionen von Kapitel II erwähnt sind:

- "Conseil wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Wallonischer Rat für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik);

- "Commission consultative régionale wallonne de l'Aménagement du Territoire" (beratender Wallonischer Regionalausschuss für Raumordnung);

- "Commission consultative du Transport et de la Mobilité" (beratende Kommission für den Transport und die Mobilität);

- "Comité de concertation de la Navigation intérieure" (Konzertierungsausschuss für die Binnenschifffahrt);

- "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

- "Conseil régional de la Formation des Agents des Administrations locales et provinciales de Wallonie" (Regionalrat für die Ausbildung der Bediensteten der lokalen und provinziellen Verwaltungen der Wallonie);

- die im Rahmen des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe eingerichtete Überwachungskommission;

- der im Rahmen des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe eingerichteter Zulassungsausschuss;

2^o auf die unten genannten Einrichtungen:

- "Conseil supérieur du Logement" (Hoher Rat des Wohnungswesens);

- "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Wallonischer hoher Rat für die Erhaltung der Natur);

- "Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois" (Wallonischer Hoher Rat des Forstwesens und des Holzgewerbes);

- "Conseil supérieur wallon de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de l'Alimentation" (Wallonischer Hoher Rat für die Landwirtschaft, die Land- und Ernährungswirtschaft und die Ernährungswirtschaft);

- "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Wallonischer hoher Rat für das Jagdwesen);
- "Conseil supérieur wallon de la Pêche" (Wallonischer hoher Rat für den Fischfang);
- "Conseil wallon de Politique scientifique" (Wallonischer Rat der Wissenschaftspolitik);
- "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung);
- "Conseil wallon de l'Economie sociale marchande" (Wallonischer Rat der sozialen Marktwirtschaft);
- "Conseil wallon de l'Egalité entre les Hommes et les Femmes" (Wallonischer Rat für die Gleichstellung von Mann und Frau);
- "Commission consultative de l'Eau" (Beratungsausschuss für Wasser);
- "Commissions consultatives du Transport scolaire" (Beratungskommissionen für den Schülertransport);
- "Commission wallonne des Marchés publics" (Wallonischer Ausschuss für öffentliche Aufträge);
- "Commission d'avis sur les recours en matière d'Urbanisme" (Beratende Kommission für die Einsprüche im Bereich Städtebau);
- "Commission régionale des déchets" (Regionalkommission für Abfälle);
- "Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières" (begutachtender Regionalausschuss für den Steinbruchbetrieb);
- "Commission scientifique pour les produits agro-alimentaires" (wissenschaftlicher Ausschuss für die Agrarnahrungsmittel);
- "Comité d'orientation et d'évaluation recherche agronomique" Orientierungs- und Bewertungsausschuss für agronomische Forschungen);
- "Comité d'orientation de l'APAQ-W" (Orientierungsausschuss der APAQ-W - "Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité" (Wallonische Agentur für die Förderung einer Qualitätslandwirtschaft));
- "Comité de la Marque" de l'APAQ-W (Ausschuss für die Marke der APAQ-W);
- "Comité de contrôle de l'Eau" (Kontrollausschuss für Wasser);
- Sachverständigenausschuss für die individuelle Abwasserklärung;
- Sachverständigenausschuss der "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung);
- "Commission d'agrément des auteurs de projets" (Zulassungsausschuss der Projektautoren);
- "Commission d'agrément des entreprises d'insertion" (Zulassungsausschuss der Eingliederungsbetriebe);
- "Commission d'agrément des agences Conseil" (Zulassungsausschuss der Beratungsagenturen);
- "Commission d'agrément des IDESS" (Initiatives de Développement de l'Emploi dans le Secteur des Services de proximité - Initiativen zur Förderung der Beschäftigung im Sektor der Nachbarschaftsdienste);
- "Commission d'agrément des organismes d'éducation à la nature et aux forêts" (Zulassungsausschuss der Einrichtungen für die Natur- und Forsterziehung)

Art. 2 - § 1. Die folgenden Regeln sind auf die in Artikel 1 genannten Einrichtungen anwendbar:

1° für jedes ordentliche Mitglied wird ein stellvertretendes Mitglied bezeichnet. Wenn das Mitglied kraft der auf die Arbeitsweise und Organisation der Einrichtung anwendbaren Bestimmungen aufgrund einer spezifischen Funktion, die es wahrnimmt, oder eines Titels, den es führt, bezeichnet wird, kann von dieser Regel abgewichen werden;

2° ein stellvertretendes Mitglied kann nur dann tagen, wenn das ordentliche Mitglied, das es ersetzt, abwesend ist;

3° die stellvertretenden Mitglieder verfügen über dieselben Dokumente bezüglich der Tagungen der Einrichtung wie die ordentlichen Mitglieder. Diese Dokumente werden gleichzeitig den ordentlichen Mitgliedern und den stellvertretenden Mitgliedern übermittelt;

4° ein Mitglied kann als Vertreter der Regierung nicht mit beschließender Stimme an den Tagungen teilnehmen;

5° die Mitglieder der Regierung oder ihre Vertreter können mit beratender Stimme an den Tagungen teilnehmen, wenn dem Gutachten der Einrichtungen eine Angelegenheit unterworfen wird, die unter ihre Zuständigkeit fällt;

6° wenn das Mandat eines Mitglieds vor dem festgelegten Zeitpunkt endet, wird es durch das Ersatzmitglied beendet;

7° das Mandat der Mitglieder innerhalb der Einrichtung wird immer vollständig erneuert;

8° die Dauer des Mandats der Mitglieder wird auf fünf Jahre festgelegt. Diese Regel ist nicht auf den "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" anwendbar, der durch das Dekret vom 1. Juli 1993 zur Errichtung eines hohen Rates der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region eingerichtet worden ist;

9° Mitglieder der Abgeordnetenkammer, des Senats, des Europäischen Parlaments oder eines regionalen oder gemeinschaftlichen Parlaments dürfen nicht bezeichnet werden. Diese Regel ist nicht auf die Personen anwendbar, die innerhalb der Einrichtung aufgrund ihrer Eigenschaft als gewählter Vertreter oder Stellvertreter der lokalen Behörden bezeichnet werden, wenn diese Eigenschaft in den auf die Arbeitsweise und Organisation der Einrichtung anwendbaren Bestimmungen ausdrücklich vorgesehen ist;

10° die Einrichtung gibt ihr Gutachten binnen fünfunddreißig Tagen ab dem Eingang der vollständigen Akte des Begutachtungsantrags ab. Diese Frist kann auf zehn Tage herabgesetzt, oder aber von der Regierung verlängert werden, wenn der Antrag besonders wichtig oder schwierig ist. Liegt binnen der eingeräumten Frist kein Gutachten vor, wird es außer Acht gelassen. Diese Regel ist nicht auf die "Commission consultative régionale de l'Aménagement du Territoire" anwendbar, die durch das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe eingerichtet worden ist;

11° es ist jedem Mitglied untersagt, an den Sitzungen teilzunehmen, wenn es ein direktes oder indirektes, auf sein Vermögen bezogenes oder persönliches Interesse an der betroffenen Angelegenheit hat. Die Vertretung der Interessen der Körperschaft, die das Mitglied innerhalb der Einrichtung vorgeschlagen oder bezeichnet hat, gilt nicht als persönliches oder indirektes Interesse;

12° niemand kann als Mitglied bezeichnet werden, wenn er wegen Nichtbeachtung der Grundsätze der Demokratie im Sinne der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten, der Verfassung, des Gesetzes vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen, im Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des Zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermords oder jeglicher anderen Form des Genozids verurteilt worden ist, oder Mitglied einer Einrichtung oder Vereinigung ist, die durch einen rechtskräftigen gerichtlichen Beschluss verurteilt worden ist.

Dieses Verbot tritt zehn Jahre nach dem vorgenannten gerichtlichen Beschluss außer Kraft, wenn nachgewiesen werden kann, dass die Person oder Vereinigung öffentlich auf ihre Abneigung gegen die in den im vorigen Absatz genannten Bestimmungen ausgedrückten demokratischen Grundsätze verzichtet hat.

Es tritt ein Jahr nach dem vorgenannten gerichtlichen Beschluss außer Kraft, wenn die Person wegen und sofort nach der Verurteilung der Vereinigung wegen Nichtbeachtung der in den in Absatz 1 erwähnten Bestimmungen ausgedrückten demokratischen Grundsätze von dieser zurückgetreten ist;

13° neben dem, was in den auf die Arbeitsweise und Organisation der Einrichtung anwendbaren Bestimmungen vorgesehen ist, gilt durch Beschluss der Einrichtung das Mitglied als zurücktretend, wenn

- es auf ungerechtfertigte Weise mehr als 3 aufeinanderfolgenden Tagungen, zu denen es vorschriftsmäßig geladen worden ist, ferngeblieben ist;

- es ohne ärztliche Begründung mehr als der Hälfte der während der letzten zwölf Monate stattgefundenen Tagungen, zu denen es vorschriftsmäßig geladen worden ist, ferngeblieben ist;

- es die Vertraulichkeit der Beratungen oder Dokumente nicht beachtet, wenn eine solche Vertraulichkeit in Übereinstimmung mit den gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Bestimmungen, einschließlich derjenigen, die sich aus der inneren Dienstordnung ergeben, anerkannt wird;

- es den Grundsätzen der Demokratie im Sinne der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten, der Verfassung, des Gesetzes vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen, im Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des Zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermords oder jeglicher anderen Form des Genozids feindlich gegenübersteht oder Mitglied einer Einrichtung oder Vereinigung ist, die diesen Grundsätzen feindlich gegenüber steht;

14° wenn es keine sonstigen Regeln gibt, die in den auf die Arbeitsweise und Organisation der Einrichtung anwendbaren Bestimmungen ausdrücklich vorgesehen sind,

- ist die zur Beschlussfähigkeit erforderliche Mindestzahl die Hälfte der Mitglieder;

- ist die zur Beschlussbildung erforderliche Stimmenzahl die Mehrheit der anwesenden Mitglieder.

15° wenn die zur Beschlussfähigkeit erforderliche Mindestzahl nicht erreicht ist, kann kurzfristig, mindestens vierundzwanzig Stunden nach der Tagung, an der die Mindestzahl nicht erreicht worden ist, eine neue Tagung einberufen werden, um über dieselbe Tagesordnung zu beraten. Bei gebührend begründeter Dringlichkeit kann diese Frist verringert werden. Bei einer neuen Einberufung kann die Beratung unabhängig von der Anzahl anwesender Mitglieder gültig sind;

16° die Mitglieder haben in Sachen Fahrtkosten Anspruch auf die gleichen Entschädigungen wie diejenigen, die kraft des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes für die Bediensteten der Dienststellen der Regierung vorgesehen sind;

17° in Dringlichkeitsfällen oder unter besonders begründeten Umständen kann das Gutachten nach einem im Einvernehmen unter den Mitgliedern geschriebenen Verfahren abgegeben wird;

18° je Einrichtung oder Gruppe von Einrichtungen wird ein jährlicher Tätigkeitsbericht ausgefertigt, der auf einer Webseite eingesehen werden kann, und spätestens zum Ende des Monats Septembers des Jahres nach demjenigen, auf das er sich bezieht, gleichzeitig der Regierung und dem Wallonischen Parlament übermittelt wird;

19° jede Einrichtung erarbeitet eine innere Dienstordnung, die sie, sowie ihre etwaigen späteren Abänderungen, der Regierung zur Genehmigung unterbreitet. In der inneren Dienstordnung werden insbesondere die folgenden Punkte behandelt, es sei denn diese Punkte sind Gegenstand von spezifischen gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Bestimmungen:

- die Mindestanzahl der jährlichen Tagungen;

- die Verpflichtung, die bei jeder Tagung geführten Beratungen zu protokollieren;

- die Art und Weise, wie die Dokumente den ordentlichen und stellvertretenden Mitgliedern übermittelt werden;

- das Verfahren für die Einberufung zu den Tagungen;

- die Bedingungen für die Einsprüche und die Bestimmungen für die Durchführung des schriftlichen Verfahrens zur Übermittlung von Gutachten in Dringlichkeitsfällen und unter besonders begründeten Umständen;

- gegebenenfalls die Regeln, die im Rahmen der Ausarbeitung des Haushaltsplans der Einrichtung zu beachten sind;

- die Bedingungen und Umstände, unter denen die Beratungen oder Dokumente vertraulich sein können;

- gegebenenfalls der Sitz und der Ort der Tagungen der Einrichtung;

- die Bestimmungen für die Einsichtnahme des Jahresberichts;

- die Öffentlichkeit oder Nichtöffentlichkeit der Tagungen der Einrichtung;

20° im Rahmen der Ausübung ihrer Aufgaben können die Einrichtungen externe Sachverständige zu Rate ziehen.

§ 2. Die gesetzlichen, verordnungsmäßigen oder statutarischen Bestimmungen, die die Arbeitsweise und Organisation der in Artikel 1 genannten Einrichtungen betreffen und vor dem Inkrafttreten vorliegenden Dekrets gültig waren, werden außer Kraft gesetzt wenn sie die in § 1 festgelegten Regeln nicht beachten.

KAPITEL II — *Unterschiedliche Dekretsbestimmungen zur Umsetzung der in Kapitel I angeführten bereichsübergreifenden Maßnahmen und zur Rationalisierung der Beratungsfunktion*

Abschnitt 1 — Abänderungen des Dekrets vom 4. Dezember 2003 zur Einrichtung des "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" betreffend den "Conseil wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Wallonischer Rat für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik)

Art. 3 - In Artikel 2 des Dekrets vom 4. Dezember 2003 wird ein vorletzter Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Wenn das Mandat eines Mitglieds vor dem festgelegten Zeitpunkt endet, wird es durch einen nach den oben erwähnten Regeln bezeichneten Stellvertreter beendet."

Art. 4 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel *2bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. *2bis* - Für jedes Mitglied wird ein Stellvertreter bezeichnet. Der Stellvertreter tagt nur dann, wenn das Mitglied abwesend ist. Wenn sowohl das ordentliche Mitglied als sein Stellvertreter abwesend sind, kann das ordentliche Mitglied einem anderen Mitglied Vollmacht erteilen.

Ein Mitglied oder ein Stellvertreter kann nur ein anderes Mitglied vertreten. Die Dokumente, die den ordentlichen Mitgliedern zugesandt werden, werden ebenfalls den Stellvertretern zugesandt. Das Mandat des Stellvertreters geht gleichzeitig mit dem Mandat des ordentlichen Mitglieds zu Ende.

Jedes Mitglied oder jeder Stellvertreter, der ein persönliches oder mit seinem Arbeitgeber verbundenes Interesse an einer vom Rat untersuchten Akte haben könnte, muss den Vorsitzenden der Sitzung darüber informieren und jeder Teilnahme an den Beratungen und der Beschlussfassung fernbleiben".

Art. 5 - In Artikel 3 Absatz 1 desselben Dekrets wird der zweite Satz durch folgenden Satz ersetzt: "In der Dienstordnung werden insbesondere die zur Beschlussfähigkeit erforderliche Mindestzahl anwesender Mitglieder und die zur Beschlussbildung erforderliche Stimmenzahl bestimmt".

In denselben Artikel wird nach Absatz 1 der folgende Absatz eingefügt:

"In der Dienstordnung wird vorgesehen, dass falls die zur Beschlussfähigkeit erforderliche Mindestzahl anwesender Mitglieder nicht erreicht wird, der Rat binnen acht Tagen, jedoch mindestens 24 Stunden nach der Sitzung, bei der diese Mindestzahl nicht erreicht werden konnte, nochmals einberufen wird. Bei gebührend begründeter Dringlichkeit kann diese Frist verringert werden. Bei einer neuen Einberufung sind die Beschlüsse des Rates unabhängig von der Anzahl anwesender Mitglieder gültig."

In demselben Artikel wird der letzte Absatz durch folgenden Wortlaut ersetzt: "Die Regierung bestimmt die Art und den Betrag der Bezüge, die das Institut den Mitgliedern, dem Vorsitzenden und stellvertretenden Vorsitzenden gewährt.

Die Mitglieder oder Stellvertreter haben in Sachen Fahrtkosten Anspruch auf die gleichen Entschädigungen wie diejenigen, die kraft des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes für die Bediensteten der Dienststellen der Regierung vorgesehen sind".

Art. 6 - In Artikel 4 desselben Dekrets wird am Ende des zweiten Absatzes der folgende Satz eingefügt: "Diese Gutachten und Empfehlungen werden der Regierung in der Person des Ministers mitgeteilt".

Demselben Artikel wird folgender Absatz hinzugefügt:

"Der Jahresbericht über die Tätigkeiten des Rates wird dem Jahresbericht des Instituts beigelegt und wird spätestens zum Ende des Monats Septembers des Jahres nach demjenigen, auf das er sich bezieht, gleichzeitig der Regierung und dem Wallonischen Parlament übermittelt. »

Art. 7 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel *4bis* mit folgendem Wortlaut vor den Abschnitt 3 eingefügt:

"Art. *4bis* - Der Rat gibt sein Gutachten binnen fünfunddreißig Tagen ab dem Eingang der vollständigen Akte ab. Die Regierung kann in gebührend begründeten Dringlichkeitsfällen diese Frist auf zehn Tage herabsetzen, oder aber verlängern, wenn der Antrag besonders wichtig oder schwierig ist.

Wird innerhalb dieser vorgeschriebenen Frist kein Gutachten erteilt, so gilt das Gutachten des Rates als positiv.

In Dringlichkeitsfällen und unter besonders begründeten Umständen sorgt der Rat für die Durchführung eines schriftlichen Verfahrens nach in der inneren Dienstordnung festgelegten Modalitäten."

Art. 8 - Artikel 12, Absatz 4 desselben Dekrets wird folgendermaßen abgeändert:

"Die Regierung teilt dem Parlament den jährlichen Tätigkeitsbericht spätestens am 30. September des folgenden Jahres mit."

Abschnitt 2 — Abänderungen des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe bezüglich des Regionalausschusses für Raumordnung

Art. 9 - In Artikel 6 Absatz 3 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird der Wortlaut "Die Regierung zieht" durch "Außer in besonders begründeten Dringlichkeitsfällen zieht die Regierung" ersetzt.

Abschnitt 3 — Abänderungen des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region betreffend die "Commission consultative du Transport et de la Mobilité" (beratende Kommission für den Transport und die Mobilität)

Art. 10 - Artikel *33bis* des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. *33bis* - Ein Ausschuss genannt "Commission consultative du Transport et de la Mobilité" wird von der Regierung eingerichtet, um insbesondere über spezifische Probleme im Bereich der regelmäßigen Liniendienste, der Sonderformen des Linienverkehrs und der Taxidienste im Sinne des Gesetzes vom 27. Dezember 1974 über die Taxidienste Studien durchzuführen und der Regierung Gutachten abzugeben, ggf. nach von letzterer bestimmten Bedingungen und Modalitäten. Dieser Ausschuss kann ebenfalls Studien durchführen und Gutachten abgeben über andere von der Regierung gestellten und bestimmten Fragen im Bereich des Transports und der Mobilität.

Außerdem sind die in Artikel 2 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion bestimmten Regeln auf den Ausschuss anwendbar."

Abschnitt 4 — Abänderung des Dekrets vom 24. Dezember 1994 zur Auflösung des "Office de la Navigation" (Schiffahrtsamt) und zur Errichtung des "Office de Promotion des Voies navigables" (Amtes zur Förderung der schiffbaren Wasserstraßen) und Schaffung eines Konzertierungsausschusses für die Binnenschifffahrt

Art. 11 - Die Artikel 4 bis 11 des Dekrets vom 24. Dezember 1994 zur Auflösung des "Office de la Navigation" (Schiffahrtsamt) und zur Errichtung des "Office de Promotion des Voies navigables" (Amtes zur Förderung der schiffbaren Wasserstraßen), so wie abgeändert durch das Dekret vom 1. April 1999 über die Gründung des autonomen Hafens Centre-Ouest und das Dekret vom 4. Februar 1999 zur Abänderung des Dekrets vom 10. März 1994 über die Errichtung der "Société wallonne de Financement complémentaire" (Wallonische Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen) werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

"Art. 4 - Es wird ein nachstehend "Ausschuss" genannter "Comité de concertation de la navigation intérieure" (Konzertierungsausschuss für die Binnenschifffahrt) bei der Regierung gegründet.

Art. 5 - Die Aufgabe des Ausschusses besteht in der Abgabe von Gutachten an die Regierung auf deren Antrag oder auf seine eigene Initiative hin, im Bereich der Binnenschifffahrt in der Wallonie, der Hafenpolitik und der Entwürfe von Erlassen oder Dekreten betreffend die schiffbaren Wasserläufe. Diese Gutachten werden der Regierung in der Person des Ministers mitgeteilt.

Art. 6 - Die Regierung bestimmt die Arbeitsweise dieses Ausschusses.

Art. 7 - Der Ausschuss tritt mindestens zweimal im Jahr zusammen.

Art. 8 - Der Ausschuss besteht aus einem Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die schiffbaren Wasserwege gehören, vier Vertretern der Generaldirektion Mobilität und Wasserwege, zwei Vertretern des Sektors der Binnenschifffahrt, einem Vertreter der Betriebe, die die Wasserstraßen benutzen, einem Vertreter des Sektors der Befrachtung in der Binnenschifffahrt, einem Vertreter des Sektors des Hafens-Handlings, einem Vertreter jeder der autonomen Häfen, einem universitären Sachverständigen im Bereich Transport und Logistik.

Je nach dem behandelten Thema kann der Ausschuss Sachverständige einladen.

Art. 9 - Für jedes Mitglied wird ein stellvertretendes Mitglied bezeichnet. Der Stellvertreter tagt nur dann, wenn das Mitglied abwesend ist. Jedes Mitglied oder jeder Stellvertreter, der ein persönliches oder mit seinem Arbeitgeber verbundenes Interesse an einer vom Ausschuss untersuchten Akte haben könnte, muss den Vorsitzenden der Sitzung darüber informieren und jeder Teilnahme an den Beratungen und der Beschlussfassung fernbleiben.

Art. 10 - Der Ausschuss legt seine innere Dienstordnung fest und unterbreitet sie der Regierung zur Genehmigung. In der Dienstordnung werden die zur Beschlussfähigkeit erforderliche Mindestzahl anwesender Mitglieder und die zur Beschlussbildung erforderliche Stimmenzahl bestimmt.

In der Dienstordnung wird vorgesehen, dass falls die zur Beschlussfähigkeit erforderliche Mindestzahl anwesender Mitglieder nicht erreicht wird, der Ausschuss binnen acht Tagen, jedoch mindestens vierundzwanzig Stunden nach der Sitzung, bei der diese Mindestzahl nicht erreicht werden konnte, nochmals einberufen wird. Bei gebührend begründeter Dringlichkeit, kann diese Frist verringert werden. Bei einer neuen Einberufung sind die Beschlüsse des Ausschusses gültig unabhängig von der Anzahl anwesender Mitglieder.

Art. 11 - Die Regierung bestimmt die Art und den Betrag der Bezüge, die den Mitgliedern, stellvertretenden Mitgliedern und Sachverständigen des Ausschusses gewährt werden. Die Mitglieder, stellvertretenden Mitglieder und Sachverständigen haben in Sachen Fahrtkosten Anspruch auf die gleichen Entschädigungen wie diejenigen, die kraft des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes für die Bediensteten der Dienststellen der Regierung vorgesehen sind."

Art. 12 - Artikel 3, Absatz 2, *b*), des Dekrets vom 17. Dezember 1992 zur Schaffung von Haushaltsfonds in Sachen öffentlichen Arbeiten sowie Artikel 1, § 2, Absatz 1, 18. Strich des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Einführung einer finanziellen Zentralisierung der Finanzmittel der wallonischen Einrichtungen öffentlichen Interesses werden außer Kraft gesetzt.

Art. 13 - Die Aufgaben, Güter, Rechte und Verpflichtungen des "Office de Promotion des Voies navigables" werden der Generaldirektion Mobilität und Wasserwege übertragen.

Art. 14 - Die Fonds, die im Besitz des "Office de Promotion des Voies navigables" sind, werden dem durch Artikel 3 des Dekrets vom 17. Dezember 1992 zur Schaffung von Haushaltsfonds in Sachen öffentlichen Arbeiten geschaffenen Verkehrs- und Havariefonds - Bereich Wasserwege übertragen.

Abschnitt 5 — Abänderungen des Dekrets vom 1. Juli 1993 zur Errichtung eines hohen Rates der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region betreffend den "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne"

Art. 15 - Die Artikel 2 und 3 des Dekrets vom 1. Juli 1993 zur Errichtung eines hohen Rates der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

"Art. 2 - Der Rat als zur Aufgabe:

1° ein Gutachten abzugeben über die Dekretsentwürfe und -vorschläge des Wallonischen Parlaments und die Erlassentwürfe der Wallonischen Regierung, die Auswirkungen auf die Finanzen und/oder die Verwaltung der Städte, Gemeinden und Provinzen haben könnten, mit Ausnahme des Dekrets zur Festlegung des Haushaltsplanes der Wallonischen Region;

2° ein Gutachten abzugeben über die Entwürfe von regionalen Rundschreiben betreffend die Städte, Gemeinden und Provinzen;

3° die Auswirkungen jeglicher Bestimmung der Europäischen Gemeinschaft, des Belgischen Staates, der Französischen Gemeinschaft oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft auf die Finanzen und/oder die Verwaltung der Städte, Gemeinden und Provinzen zu bewerten;

Art. 3 - § 1. Der Rat kann von der Regierung mit einem Antrag auf Gutachten oder auf Bewertung beauftragt werden.

§ 2. Auf Initiative eines Drittels seiner Mitglieder kann der Rat dazu aufgerufen werden, die in Artikel 2 genannten Aufgaben zu erfüllen. Dieses Gutachten auf eigene Initiative wird vom Rat der Regierung übermittelt.

§ 3. Ein vorheriges Gutachten muss für jeden Entwurf eines Dekrets oder Erlasses der Wallonischen Regierung, das bzw. der in den Zuständigkeitsbereich des mit den inneren Angelegenheiten beauftragten Ministers fällt, abgegeben werden. Die Regierung kann andere Bereiche bestimmen, für die ein vorheriges Gutachten des Rates ebenfalls obligatorisch ist.

Die Regierung bestimmt die Projekte von Dekreten und Erlassen, die Auswirkungen auf die Finanzen und/oder die Verwaltung der Städte, Gemeinden und Provinzen haben könnten, mit Ausnahme des Dekrets zur Festlegung des Haushaltsplans der Wallonischen Region, für die ein Gutachten obligatorisch ist.“

Art. 16 - In Artikel 4 § 2, erster Satz, desselben Dekrets wird der Wortlaut "und Vorsitzenden des Sozialhilferats" nach "gemeindlichen Amtsträgern" eingefügt.

Der Paragraph 3 desselben Artikels 4 wird durch folgenden Paragraphen ersetzt:

"§ 3. Die Mitglieder des Rates werden wie folgt unter den gemeindlichen Amtsträgern, den Vorsitzenden des Sozialhilferats und den provinziellen Amtsträgern genannt:

1° der Vorsitzende und die beiden Vizevorsitzenden werden von der Regierung direkt bezeichnet;

2° sechs gemeindliche Amtsträger und zwei Vorsitzende des Sozialhilferats werden direkt von der Regierung bezeichnet und sechs gemeindliche Amtsträger und zwei Vorsitzende des Sozialhilferats werden auf Vorschlag der "Union des Villes et des Communes de Wallonie" bezeichnet;

3° vier provinzielle Amtsträger werden von der Regierung direkt bezeichnet, und fünf weitere werden auf Vorschlag der "Association des Provinces wallonnes" bezeichnet.“

Der Paragraph 5 desselben Artikels wird durch folgenden Paragraphen ersetzt:

"§ 5. Das Mandat der Mitglieder des Rates dauert sechs Jahre. Es kann erneuert werden.“

Der Paragraph 7 desselben Artikels wird durch folgenden Paragraphen ersetzt:

"Gilt als rücktretend durch Beschluss der Einrichtung, das Mitglied, das

- auf ungerechtfertigte Weise mehr als 3 aufeinanderfolgenden Tagungen, zu denen es vorschriftsmäßig geladen worden ist, ferngeblieben ist;

- ohne ärztliche Begründung mehr als der Hälfte der während der letzten zwölf Monate stattgefundenen Tagungen, zu denen es vorschriftsmäßig geladen worden ist, ferngeblieben ist;

- die Vertraulichkeit der Beratungen oder Dokumente nicht beachtet, wenn eine solche Vertraulichkeit in Übereinstimmung mit den gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Bestimmungen, einschließlich derjenigen, die sich aus der inneren Dienstordnung ergeben, anerkannt wird;

- den Grundsätzen der Demokratie im Sinne der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten, der Verfassung, des Gesetzes vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen, im Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des Zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermords oder jeglicher anderen Form des Genozids feindlich gegenübersteht oder Mitglied einer Einrichtung oder Vereinigung ist, die diesen Grundsätzen feindlich gegenüber steht;

Ein Paragraph 8 mit folgendem Wortlaut wird in denselben Artikel eingefügt:

"§ 8. Der Nachfolger wird in Übereinstimmung mit den Bestimmungen vorliegenden Artikels bezeichnet und beendet das Mandat des rücktretenden Mitglieds.“

Art. 17 - In Artikel 5 desselben Dekrets wird das Wort "Exekutive" durch "Regierung" ersetzt.

Art. 18 - In Artikel 9 desselben Dekrets wird das Wort "Exekutive" durch "Regierung" ersetzt und werden die Wörter "binnen dreißig Kalendertagen ab dem Empfangsdatum des Antrags" durch "binnen fünfunddreißig Tagen ab dem Empfang der vollständigen Akte" ersetzt.

Der letzte Absatz von Artikel 9 wird durch folgende Absätze ersetzt:

"Wird das Gutachten nicht binnen den in den vorigen Absätzen angegebenen Fristen abgegeben, gilt es als günstig.

Ein jährlicher Tätigkeitsbericht wird spätestens zum Ende des Monats Septembers des Jahres nach demjenigen, auf das er sich bezieht, gleichzeitig der Regierung und dem Wallonischen Parlament übermittelt.

Art. 19 - Art. 10 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 10 - Der Rat legt seine innere Dienstordnung fest, die von der Regierung genehmigt wird.

Die innere Dienstordnung gibt insbesondere Folgendes an:

1° die Durchführung eines schriftlichen Verfahrens zur Übermittlung von Gutachten in Dringlichkeitsfällen und unter besonders begründeten Umständen;

2° die zur Beschlussfähigkeit erforderliche Mindestzahl anwesender Mitglieder und die zur Beschlussbildung erforderliche Stimmzahl;

3° die Regeln, die im Rahmen der Ausarbeitung des Haushaltsplans zu beachten sind;

4° die Zusammensetzung und Arbeitsweise der in Artikel 11 angeführten Ausschüsse.“

Art. 20 - In Artikel 11 desselben Dekrets wird der zweite Absatz durch folgenden Wortlaut ersetzt: "Die Zusammensetzung und Arbeitsweise dieser Ausschüsse werden von jeder Sektion festgelegt und in die innere Dienstordnung eingefügt“.

Art. 21 - Art. 12 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 12 - Die Regierung bestimmt die Art und den Betrag der Bezüge, die den Mitgliedern des Rates gewährt werden.

Die Mitglieder haben in Sachen Fahrtkosten Anspruch auf die gleichen Entschädigungen wie diejenigen, die kraft des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes für die Bediensteten der Dienststellen der Regierung vorgesehen sind“.

Art. 22 - In Artikel 14 desselben Dekrets werden die Wörter "der Wallonischen Regionalexekutive" durch die Wörter "der Regierung" ersetzt.

Art. 23 - In Artikel 15 desselben Dekrets werden die Wörter "die Wallonische Regionalexekutive" durch die Wörter "die Regierung" ersetzt.

Art. 24 - Die Überschrift von Kapitel V desselben Dekrets wird durch die Wörter "und andere Bestimmung" ergänzt.

Abschnitt 6 — Abänderungen des Dekrets vom 6. Mai 1999 zur Errichtung eines "Conseil régional de la Formation" (Regionalrat für Ausbildung) für die Bediensteten der lokalen und provinziellen Verwaltungen der Wallonie betreffend den Regionalrat für die Ausbildung der Bediensteten der lokalen und provinziellen Verwaltungen der Wallonie

Art. 25 - Artikel 6 des Dekrets vom 6. Mai 1999 zur Errichtung eines "Conseil régional de la Formation" (Regionalrat für Ausbildung) für die Bediensteten der lokalen und provinziellen Verwaltungen der Wallonie wird durch folgenden Artikel ersetzt:

§ 1. Die Dauer des Mandats der in Artikel 3 erwähnten Mitglieder wird auf fünf Jahre festgelegt. Sie können erneuert werden.

§ 2. Im Falle eines frei gewordenen Mandats wird ein Vertreter bezeichnet, um das Mandat zu beenden.

Der Nachfolger wird in Übereinstimmung mit den Bestimmungen vorliegenden Kapitels bezeichnet.

§ 3. Ein Mitglied wird am Tage, an dem er die Behörde oder die Organisation, die ihn innerhalb des Rats bezeichnet hat, nicht mehr vertritt, als rücktretend betrachtet.

§ 4. Gilt als rücktretend durch Beschluss der Einrichtung, das Mitglied, das

- auf ungerechtfertigte Weise mehr als 3 aufeinanderfolgenden Tagungen, zu denen es vorschriftsmäßig geladen worden ist, ferngeblieben ist;

- ohne ärztliche Begründung mehr als der Hälfte der während der letzten zwölf Monate stattgefundenen Tagungen, zu denen es vorschriftsmäßig geladen worden ist, ferngeblieben ist;

- die Vertraulichkeit der Beratungen oder Dokumente nicht beachtet, wenn eine solche Vertraulichkeit in Übereinstimmung mit den gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Bestimmungen, einschließlich derjenigen, die sich aus der inneren Dienstordnung ergeben, anerkannt wird;

- den Grundsätzen der Demokratie im Sinne der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten, der Verfassung, des Gesetzes vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen, im Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des Zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermords oder jeglicher anderen Form des Genozids feindlich gegenübersteht oder Mitglied einer Einrichtung oder Vereinigung ist, die diesen Grundsätzen feindlich gegenüber steht;".

Art. 26 - In Art. 8 desselben Dekrets wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Die Bestimmungen zur Umsetzung dieses Artikels werden in der inneren Dienstordnung festgelegt."

Art. 27 - In Artikel 10 desselben Dekrets wird das Wort "dreißig" durch "fünfunddreißig" ersetzt.

In denselben Artikel wird ein vorletzter Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Wird das Gutachten nicht binnen den in den vorigen Absätzen angegebenen Fristen abgegeben, gilt es als günstig."

Art. 28 - Artikel 11 desselben Dekrets wird durch folgenden Artikel ersetzt:

"Art. 11 - Der Rat verabschiedet die innere Dienstordnung, die der Regierung zur Zustimmung vorgelegt wird.

Die Abänderungen an der Dienstordnung werden vom Rat beschlossen und der Regierung zur Zustimmung vorgelegt.

Die innere Dienstordnung bestimmt insbesondere Folgendes:

1° die Arbeitsweise der Dienststellen des Rates sowie der in Artikel 8 erwähnten Ausschüsse;

2° die Durchführung eines schriftlichen Verfahrens zur Übermittlung von Gutachten in Dringlichkeitsfällen und unter besonders begründeten Umständen;

3° die zur Beschlussfähigkeit erforderliche Mindestzahl anwesender Mitglieder und die zur Beschlussbildung erforderliche Stimmenzahl;

4° die Regeln, die im Rahmen der Ausarbeitung des Haushaltsplans zu beachten sind."

Art. 29 - Art. 12 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 12 - Die Regierung bestimmt die Art und den Betrag der Bezüge, die den Mitgliedern des Rates gewährt werden.

Die Mitglieder haben in Sachen Fahrtkosten Anspruch auf die gleichen Entschädigungen wie diejenigen, die kraft des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes für die Bediensteten der Dienststellen der Regierung vorgesehen sind".

Abschnitt 7 — Abänderungen des Dekrets vom 11. März 2004
über die regionalen Anreize für Großbetriebe betreffend die Überwachungskommission

Art. 30 - Art. 19, § 2 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

§ 2. Eine Überwachungskommission wird innerhalb der von der Regierung bestimmten Dienststelle eingesetzt, um jährlich die Auswirkungen der Beschlüsse zu untersuchen, die im Bereich der Gewährung von Prämien an Großbetriebe gefasst worden sind. Die Überwachungskommission wird mit der Erstellung eines jährlichen Tätigkeitsberichts beauftragt, den sie der Regierung, dem Wirtschafts- und Sozialausschuss der Wallonischen Region und dem Wallonischen Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik übermittelt.

Die Kommission besteht aus:

1° vier ordentlichen Mitgliedern und der gleichen Anzahl von Stellvertretern, die dem Wirtschafts- und Sozialausschuss der Wallonischen Region angehören;

2° einem ordentlichen Mitglied und einem Stellvertreter, die dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung angehören;

3° fünf ordentlichen Mitgliedern und der gleichen Anzahl von Stellvertretern, die die Wallonische Verwaltung vertreten, worunter drei, die den im Bereich Wirtschaft und Beschäftigung zuständigen Dienststellen angehören, einer, der den im Bereich Naturschätze und Umwelt zuständigen Dienststellen angehört, und einer, der den im Bereich Technologie, Forschung und Energie zuständigen Dienststellen angehört.

Das stellvertretende Mitglied tagt nur dann, wenn das ordentliche Mitglied, das es ersetzt, abwesend ist.

Die in Absatz 2, 1° und 2°, erwähnten Mitglieder werden von der Regierung auf einer doppelten Liste von Kandidaten bezeichnet, die von den Stellen, die sie vertreten, vorgelegt wird.

Die Regierung bestimmt die in Absatz 2, 3° erwähnten Mitglieder auf Vorschlag des zuständigen Ministers."

Art. 31 - In § 3, Absatz 1 von Artikel 19 desselben Dekrets werden die Wörter "und der Überwachungskommission" gestrichen.

Abschnitt 8 — Abänderungen des Dekrets vom 11. März 2004

über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe betreffend den Zulassungsausschuss

Art. 32 - Der Artikel 9, § 2, des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Ein Zulassungsausschuss, der mit der Zulassung der Berater für eine Höchstdauer von drei Jahren und gegebenenfalls mit deren Aufhebung bzw. Entzug beauftragt ist, wird gegründet.

Um zugelassen zu werden, muss der Berater eine berufliche Erfahrung von mindestens drei Jahren nachweisen.

Der Ausschuss besteht aus:

1° vier ordentlichen Mitgliedern und vier stellvertretenden Mitgliedern, die die Dienststellen der wallonischen Verwaltung vertreten, die auf dem Gebiet der Wirtschaft und der Beschäftigung zuständig sind;

2° zwei ordentlichen Mitgliedern und zwei stellvertretenden Mitgliedern, die das Institut der Betriebsrevisoren vertreten;

3° zwei sachverständigen ordentlichen Mitgliedern und zwei stellvertretenden Mitgliedern, die das Institut der Buchprüfer vertreten;

4° zwei ordentlichen Mitgliedern und zwei stellvertretenden Mitgliedern, die dem Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region entstammen;

Das stellvertretende Mitglied tagt nur dann, wenn das ordentliche Mitglied, das es ersetzt, abwesend ist.

Der Vorsitz und das Sekretariat des Ausschusses werden von den in Absatz 3, 1° Mitgliedern übernommen.

Die Regierung ernennt den Vorsitzenden, bezeichnet die in Absatz 3, 1°, erwähnten Mitglieder auf Vorschlag des zuständigen Ministers, und bezeichnet die in Absatz 3, 2° und 4°, erwähnten Mitglieder auf der Grundlage einer doppelten Liste von Kandidaten, die von den Stellen, die sie vertreten, vorgelegt wird."

Abschnitt 9 — Abänderungen des Dekrets vom 11. März 2004

bezüglich der Zulassung und Bezuschussung der "Missions régionales pour l'Emploi"
(regionale Beschäftigungsdienste) betreffend den Beratungsausschuss

Art. 33 - In Artikel 3, § 1, Absatz 2, und § 2 des Dekrets vom 11. März 2004 bezüglich der Zulassung und Bezuschussung der "missions régionales pour l'emploi" wird im französischen Text der Wortlaut "Sur avis préalable de la Commission visée à l'article 7" gestrichen.

Art. 34 - In Artikel 4, § 1 desselben Dekrets wird im französischen Text der Wortlaut "Après avis de la Commission visée à l'article 7" und in Punkt 8° desselben Paragraphen wird der Wortlaut "à la Commission visée à l'article 7 et" gestrichen.

Art. 35 - In Artikel 5, § 1, Absatz 1 und § 2 desselben Dekrets wird im französischen Text der Wortlaut "après avis de la Commission visée à l'article 7" gestrichen.

Art. 36 - In Artikel 5, § 2, Absatz 2 desselben Dekrets wird der Wortlaut "pour permettre à la Commission d'opérer un choix sur l'opérateur à agréer. Celui-ci devra remplir toutes les conditions visées à l'article 4. § 1." gestrichen.

Art. 37 - In Artikel 6 desselben Dekrets wird im französischen Text der Wortlaut "après avis de la Commission visée à l'article 7" gestrichen.

Art. 38 - Kapitel III desselben Dekrets wird außer Kraft gesetzt.

Art. 39 - Art. 10 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 10 - § 1. Le contrôle des dispositions du présent décret et ses arrêtés d'exécution sont exercés par les services que le Gouvernement désigne en application de l'article 11.

§ 2. L'évaluation globale des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution est réalisée par le Conseil économique et social de la Région wallonne sur base des plans d'action et des rapports d'activité annuels des Mire qui lui seront communiqués et présentés par les services désignés par le Gouvernement. Le Conseil économique et social de la Région wallonne soumet ce rapport d'évaluation au Gouvernement pour le 1^{er} octobre de l'année suivant celle sur laquelle porte ce rapport.

§ 3. Le Gouvernement détermine les modalités de l'évaluation. Celle-ci doit s'effectuer en fonction, notamment:

1° des objectifs quantitatifs et qualitatifs fixés dans le plan d'action annuel;

2° des facteurs liés à l'environnement socio-économique et des processus mis en place pour y répondre;

3° des indices de satisfaction des bénéficiaires et des employeurs concernés.

§ 4. Le Conseil économique et social de la Région wallonne est également chargé de remettre, d'initiative ou sur demande du Gouvernement, des avis motivés sur l'exécution du décret et sur toute question relative aux missions régionales. A défaut d'un avis dans les trente-cinq jours de la saisine par le Gouvernement, cet avis est réputé favorable. En cas d'urgence motivée, cet avis peut être demandé dans les dix jours. A défaut du respect de ce délai, l'avis est réputé favorable.

§ 5. Les services désignés par le Gouvernement organisent, au moins une fois par an, une table ronde pour débattre notamment du rôle et des actions des missions régionales dans le champ de l'insertion socioprofessionnelle en Région wallonne."

KAPITEL III — *Sonstige und Schlussbestimmungen**Abschnitt 1 — Sonstige Bestimmungen*

Art. 40 - Die Überschrift von Kapitel XII des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts wird durch folgende Überschrift ersetzt: "Kapitel XII - Gutachten".

Art. 41 - Art. 51 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 51 - Auf Antrag der Regierung, der "CWAPE" oder auf eigene Initiative gibt der Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region Gutachten über die Orientierung des regionalen Elektrizitätsmarkts im Sinne des allgemeinen Interesses, der nachhaltigen Entwicklung und der Aufgaben öffentlichen Dienstes ab."

Art. 42 - In Artikel 3 des Dekrets vom 9. Mai 1985 über die Erschließung von Halden wird im französischen Text der Wortlaut "et après avis d'une Commission qu'il instaure et composée des parties concernées" durch den Wortlaut "et après avis de la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire" ersetzt.

Abschnitt 2 — Schlussbestimmung

Art. 43 - Die Regierung legt für jede der Beratungs-, Zulassungs- und gleichgestellten Einrichtungen im Sinne vorliegenden Dekrets die Daten für das Inkrafttreten der Artikel vorliegenden Dekrets fest.

Die Artikel, die jede der Beratungs-, Zulassungs- und gleichgestellten Einrichtungen im Sinne vorliegenden Dekrets betreffen, treten spätestens am Datum der vollständigen Erneuerung der Mandate der Mitglieder dieser Einrichtungen in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 6. November 2008

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,

M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen

Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,

M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,

D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Sitzung 2007-2008.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 820 (2007-2008). Nrn 1 bis 16.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 5. November 2008.

Diskussion - Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 4539

[2008/204571]

6 NOVEMBER 2008. — Decreet houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Transversale maatregelen van toepassing op de advies-,
erkennings- of daarmee gelijkgestelde instellingen*

Artikel 1. De bepalingen in dit hoofdstuk zijn van toepassing op :

1° de instellingen bedoeld in de opschriften van de volgende afdelingen van hoofdstuk II :

- "Conseil wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waalse Raad voor Evaluatie, Toekomstwetenschap en Statistiek);

- "Commission consultative régionale de l'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Adviescommissie Ruimtelijke Ordening);

- "Commission consultative du Transport et de la Mobilité" (Adviescommissie vervoer en Mobiliteit);

- "Comité de concertation de la Navigation intérieure" (Overlegcomité Binnenvaart);

- "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest);

- "Conseil régional de la Formation des Agents des Administrations locales et provinciales de Wallonie" (Gewestelijk Centrum Vorming van Personeelsleden van de Plaatselijke en Provinciale Besturen van Wallonië)

- Opvolgingscommissie opgericht in het kader van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen;
- Opvolgingscommissie opgericht in het kader van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen.

2° de volgende instellingen :

- "Conseil supérieur du Logement" (Hoge Huisvestingsraad);
- "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor het Natuurbehoud);
- "Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois" (Waalse Hoge Raad van de Bossen en de "houtfilière");
- "Conseil supérieur wallon de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de l'Alimentation" (Waalse Hoge Raad voor Landbouw, Agrovoeding en Voeding);
- "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Waalse Hoge Jachtraad);
- "Conseil supérieur wallon de la Pêche" (Waalse Hoge Visraad);
- "Conseil wallon de la Politique scientifique" (Waalse Raad voor Wetenschappelijk Beleid);
- "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Milieuraad voor Duurzame Ontwikkeling);
- "Conseil wallon de l'Economie sociale marchande" (Waalse Raad voor Sociale Markteconomie);
- "Conseil wallon de l'Égalité entre les Hommes et les Femmes" (Waalse Raad voor Gelijkheid tussen Mannen en Vrouwen);
- "Commission consultative de l'Eau" (Wateradviescommissie);
- "Commissions consultatives du Transport scolaire" (Adviescommissie voor Schoolvervoer);
- "Commission wallonne des Marchés publics" (Waalse Commissie inzake de Overheidsopdrachten);
- "Commission d'avis sur les recours en matière d'Urbanisme" (Adviescommissie voor de beroepen inzake stedenbouw);
- "Commission régionale des déchets" (Gewestelijke Commissie voor afvalstoffen);
- "Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières" (Gewestelijke adviescommissie voor de ontginning van groeven);
- "Commission scientifique pour les produits agro-alimentaires" (Wetenschappelijke commissie voor agrovoedingsproducten);
- "Comité d'orientation et d'évaluation recherche agronomique" (Oriëntatie- en evaluatiecomité voor landbouwkundig onderzoek);
- "Comité d'orientation de l'APAQ-W" (Oriëntatiecomité van het "APAQ-W");
- "Comité de la marque de l'APAQ-W" (Comité van het collectieve merk van het "APAQ-W");
- "Comité de contrôle de l'Eau" (Comité voor Watercontrole);
- "Comité d'experts "Epuración individuelle"" (Comité van deskundigen "Individuele zuivering")
- "Comité des experts de la Société publique de Gestion de l'Eau" (Comité van Deskundigen van de Openbare maatschappij voor Waterbeheer);
- "Commission d'agrément des auteurs de projets" (Commissie voor de erkenning van projectontwerpers);
- "Commission d'agrément des entreprises d'insertion" (Commissie voor de erkenning van inschakelingsbedrijven);
- "Commission d'agrément des agences conseil" (Commissie voor de erkenning van de adviesverlenende agentschappen);
- "Commission d'agrément des IDESS" (Commissie voor de erkenning van de "IDESS");
- "Commission d'agrément des organismes d'éducation à la nature et aux forêts" (Commissie voor de erkenning van instellingen voor natuur- en boseducatie).

Art. 2. § 1. De volgende regels zijn van toepassing op de instellingen bedoeld in artikel 1 :

1° voor elk gewoon lid wordt een plaatsvervangend lid aangewezen. Als het lid krachtens de bepalingen die de werking en de organisatie van de instelling regelen aangewezen wordt wegens een specifieke functie die hij uitoefent of een titel die hij draagt, kan van deze regel worden afgeweken;

2° een plaatsvervangend lid kan slechts zitting hebben indien het gewoon lid dat hij vervangt afwezig is;

3° de plaatsvervangende leden beschikken over dezelfde documenten betreffende de vergaderingen van de instelling als de gewone leden. Deze documenten worden gelijktijdig aan de plaatsvervangende en aan de gewone leden overgemaakt;

4° een lid mag als vertegenwoordiger van de Regering niet met stemrecht zitting hebben;

5° de leden van de Regering of hun gemachtigden kunnen de vergaderingen met raadgevende stem bijwonen als een vraagstuk waarvoor ze bevoegd zijn voor advies aan de instellingen wordt overgelegd;

6° als het mandaat van een lid verstrijkt vóór de vastgelegde datum verstrijkt, wordt het door een vervanger voleindigd.

7° de mandaten van de leden binnen de instelling worden integraal hernieuwd;

8° het mandaat van de leden loopt vijf jaar. Deze regel is niet van toepassing op de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne", ingesteld bij het decreet van 1 juli 1993 tot oprichting van een Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest;

9° een lid van de Kamer van volksvertegenwoordigers, van de Senaat, van het Europees Parlement of van één van de gewestelijke en gemeenschappelijke parlementen mag niet als lid worden aangewezen; deze regel is niet van toepassing op de personen die binnen de instelling wegens hun hoedanigheid van verkozen of vertegenwoordiger van de plaatselijke besturen worden aangewezen indien de bepalingen die de werking en de organisatie van de instelling regelen uitdrukkelijk voorzien in die hoedanigheid;

10° de instelling geeft advies binnen vijftig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het volledige dossier betreffende de adviesaanvraag. Die termijn kan evenwel tot tien dagen herleid worden of door de Regering verlengd worden als de aanvraag van bijzonder belang of ingewikkeld is. Bij gebrek aan advies binnen de voorgeschreven termijn wordt aan de adviesvereiste voorbijgegaan. Deze regel is niet van toepassing op de "Commission consultative régionale de l'Aménagement du Territoire" ingesteld bij het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

11° het is ieder lid verboden te beraadslagen over vraagstukken waarbij hij een rechtstreeks of onrechtstreeks, patrimoniaal of persoonlijk belang heeft. Een lid dat belangen vertegenwoordigt van de entiteit waardoor het binnen de instelling is voorgedragen of aangewezen, wordt niet als persoonlijk of onrechtstreeks belang beschouwd

12° niemand kan als lid aangewezen worden als hij veroordeeld is of als hij lid is van een instelling of een vereniging die krachtens een in kracht van gewijsde getreden rechterlijke beslissing veroordeeld is voor niet-naleving van de democratische principes zoals vermeld in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de Grondwet, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden of in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.

Dit verbod houdt op tien jaar na de beslissing van bovenvermelde rechterlijke beslissing indien vastgesteld kan worden dat de persoon of de vereniging publiekelijk afgezien heeft van zijn/haar vijandige houding tegen de democratische principes vermeld in de bepalingen bedoeld in het vorige lid.

Het houdt op één jaar na bovenvermelde rechterlijke beslissing indien de persoon de vereniging heeft verlaten wegens en onmiddellijk na haar veroordeling voor niet-naleving van de democratische principes vermeld in de bepalingen bedoeld in het eerste lid;

13° behalve de bepalingen die de werking en de organisatie van de instelling regelen wordt op beslissing van de instelling als ontslagnemend beschouwd het lid :

- dat zonder rechtvaardiging meer dan 3 opeenvolgende vergaderingen niet heeft bijgewoond waarvoor het regelmatig is opgeroepen;

- dat zonder medische reden meer dan de helft van de tijdens de twaalf laatste maanden georganiseerde vergaderingen niet heeft bijgewoond waarvoor het regelmatig is opgeroepen;

- dat zich niet houdt aan de vertrouwelijke aard van de beraadslagingen of van de documenten wanneer ze erkend is overeenkomstig de wettelijke of reglementaire bepalingen, met inbegrip van de bepalingen van het huishoudelijk reglement;

- dat zich vijandig opstelt of deel uitmaakt van een instelling of een vereniging die zich vijandig opstelt t.o.v. de democratische principes zoals vermeld in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de Grondwet, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden of in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd;

14° bij gebrek aan andere regels waarin de bepalingen tot regeling van de werking en de organisatie van de instelling uitdrukkelijk voorzien, wordt :

- het aanwezigheidsquorum vastgelegd op de helft van de leden;

- het stemmingsquorum vastgelegd op de meerderheid van de aanwezige leden;

15° als het aanwezigheidsquorum niet bereikt kan worden, kan op korte termijn en minstens vierentwintig uur na de vergadering waarop de quorum niet werd bereikt een nieuwe vergadering bijeengeroepen worden om over dezelfde agenda te beraadslagen. In geval van gemotiveerde dringende noodzakelijkheid kan deze termijn worden ingekort. Tijdens een bijeenroeping kan, ongeacht het aantal aanwezige leden, op geldige wijze worden beraadslaagd;

16° de verplaatsingskosten van de leden worden vergoed zoals die van de personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering krachtens de Waalse Ambtenarencode;

17° in geval van dringende noodzakelijkheid of in speciaal gemotiveerde omstandigheden kan het advies van de instelling uitgebracht worden volgens een schriftelijke procedure onder de leden;

18° per instelling of voor een geheel van instellingen wordt een jaarlijks activiteitenverslag opgemaakt dat op een website ingekeken kan worden. Dat verslag wordt gelijktijdig aan de Regering en aan het Waals Parlement overgemaakt uiterlijk tegen het einde van de maand september van het jaar dat volgt op het jaar waarop het betrekking heeft;

19° elke instelling stelt een huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring aan de Regering voor, samen met de wijzigingen die er eventueel in aangebracht worden. Het huishoudelijk reglement slaat o.a. op de volgende punten, behalve als ze het voorwerp uitmaken van specifieke wettelijke of reglementaire bepalingen :

- het minimum aantal jaarlijkse vergaderingen;

- de verplichting om notulen op te stellen van de debatten die tijdens elke vergadering gevoerd worden;

- de wijze waarop de documenten aan de gewone en plaatsvervangende leden worden overgemaakt;

- de procedure voor de bijeenroeping van de vergaderingen;

- de beroepsvoorwaarden en de modaliteiten tot uitvoering van de schriftelijke procedure inzake het uitbrengen van advies in geval van hoogdringendheid of in bijzonder gemotiveerde omstandigheden;

- desgevallend, de in acht te nemen regels in het kader van de opmaak van de begroting van de instelling;

- de voorwaarden en situaties waarvoor de vertrouwelijkheid van de beraadslagingen of de documenten kan worden toegepast;

- desgevallend, de zetel en de plaats van de vergaderingen van de instelling;

- de modaliteiten voor het raadplegen van het jaarverslag;

- het al dan niet openbaar karakter van de vergaderingen van de instelling;

20° voor de uitoefening van hun opdrachten kunnen de instellingen beroep doen op externe deskundigen.

§ 2. De wettelijke, reglementaire of statutaire bepalingen van kracht vóór de inwerkingtreding van dit decreet die de werking en de organisatie van de in artikel 1 bedoelde instellingen regelen en die niet stroken met de regels bedoeld in paragraaf 1 van dit artikel worden opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Diverse decretale bepalingen voor de omzetting van de transversale maatregelen bedoeld in hoofdstuk I en voor een rationalisatie van de adviesverlenende functie*

Afdeling 1 — Wijziging van het decreet van 4 december 2003 betreffende de oprichting van het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waals Instituut voor Evaluatie, Toekomstverwachting en Statistiek) betreffende de "Conseil wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique"

Art. 3. Artikel 2 van het decreet van 4 december 2003 wordt aangevuld met een voorlaatste lid, luidend als volgt : "Als het mandaat van een lid vóór de vastgelegde termijn afloopt, wordt het voleindigd door een plaatsvervanger die overeenkomstig bovenvermelde regels wordt aangewezen."

Art. 4. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel *2bis*, luidend als volgt :

"Art. *2bis*. Voor elk lid wordt een plaatsvervangend lid aangewezen. Het plaatsvervangend lid heeft zitting als het gewoon lid afwezig is. Als het gewoon lid en zijn plaatsvervanger afwezig zijn, kan het gewoon lid volmacht geven aan een ander lid.

Een lid of een plaatsvervanger kan slechts één ander lid vertegenwoordigen. De documenten die naar de gewone leden worden gestuurd, worden ook naar de plaatsvervangende leden gestuurd. Het mandaat van het plaatsvervangend lid houdt op tezelfdertijd als het mandaat van het gewoon lid.

Elk lid of plaatsvervangend lid dat persoonlijk of in hoofde van zijn werkgever belangen zou kunnen hebben in een dossier dat door de Raad wordt onderzocht, verwittigt de voorzitter van de vergadering en ziet af van elke deelneming aan de debatten en aan de besluitvorming."

Art. 5. In artikel 3, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt de tweede zin vervangen als volgt : "Het reglement voorziet o.a. in een aanwezigheidsquorum tijdens de stemmingen en in een stemmingsquorum."

In hetzelfde artikel wordt na het eerste lid het volgend lid ingevoegd :

"Het reglement bepaalt dat, als het aanwezigheidsquorum niet wordt bereikt, de Raad binnen acht dagen opnieuw wordt bijeengeroepen en minstens vierentwintig uur na de vergadering waarop het quorum niet kon bereikt worden. In geval van gemotiveerde dringende noodzakelijkheid kan deze termijn ingekort worden. Bij een nieuwe bijeenroeping beraadslaagt de Raad op geldige wijze, ongeacht het aantal aanwezige leden."

In hetzelfde artikel wordt het laatste lid vervangen als volgt : "De Regering bepaalt de aard en het bedrag van de bezoldigingen die het Instituut aan de leden, de voorzitter en de ondervoorzitter verleent.

De verplaatsingskosten van de leden of plaatsvervangers worden vergoed zoals die van de personeelsleden van de diensten van de Regering krachtens de Waalse Ambtenarencode."

Art. 6. Artikel 4, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende zin : "Deze adviezen en aanbevelingen worden door de Minister aan de Regering overgemaakt."

Hetzelfde artikel wordt aangevuld met het volgend lid :

"Het jaarverslag over de activiteiten van de Raad wordt bij het jaarverslag van het Instituut gevoegd en gelijktijdig met het jaarverslag aan de Regering en aan het Waals Parlement overgemaakt uiterlijk tegen eind september van het jaar dat volgt op het jaar waarop het betrekking heeft.

Art. 7. In hetzelfde decreet wordt afdeling 3 voorafgegaan door een artikel *4bis*, luidend als volgt :

"Art. *4bis*. De Raad geeft advies binnen vijftig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het volledige dossier. In geval van gemotiveerde noodzakelijkheid kan de Regering die termijn tot tien dagen inkorten of hem verlengen als de aanvraag van bijzonder belang of ingewikkeld is.

Bij gebrek aan advies van de Raad binnen de voorgeschreven termijn wordt het geacht gunstig te zijn.

In geval van hoogdringende noodzakelijkheid of in bijzonder gemotiveerde omstandigheden zorgt de Raad voor de toepassing van een schriftelijke procedure volgens de modaliteiten omschreven in het huishoudelijk reglement."

Art. 8. In hetzelfde decreet wordt artikel 12, vierde lid, gewijzigd als volgt :

"De Regering maakt het jaarlijks activiteitenverslag aan het Parlement over uiterlijk 30 september van het volgende jaar."

Afdeling 2 — Wijzigingen in het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, stedenbouw en patrimonium betreffende de "Commission régionale de l'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie Ruimtelijke Ordening)

Art. 9. In artikel 6, derde lid, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium worden de woorden "Behalve als de noodzakelijke hoogdringendheid bijzonder gemotiveerd is," ingevoegd vóór de woorden "wordt de gewestelijke commissie door de Regering geraadpleegd".

Afdeling 3 — Wijzigingen in het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest betreffende de "Commission consultative du Transport et de la Mobilité"

Art. 10. Artikel *33bis* van het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest wordt vervangen als volgt :

"Art. *33bis*. Een commissie genaamd "Commission consultative du Transport et de la Mobilité" wordt door de Regering ingesteld om adviezen te onderzoeken en aan de Regering uit te brengen, desgevallend op eigen initiatief, onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten bepaald door de Regering, o.a. over elk specifiek probleem inzake regelmatige vervoerdiensten, gespecialiseerde regelmatige vervoerdiensten en taxidiensten in de zin van de wet van 27 december 1974 betreffende de taxidiensten. Ze kan ook adviezen onderzoeken en uitbrengen over elke ander aangelegenheid betreffende vervoer en mobiliteit dat door de Regering wordt aangevraagd en bepaald.

De regels bepaald bij artikel 2 van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie zijn voor het overige van toepassing op de Commissie."

Afdeling 4 — Wijziging in het decreet van 24 december 1994 houdende ontbinding van de "Office de la Navigation" (Dienst voor de Scheepvaart) en oprichting van de "Office de Promotion des Voies navigables" (Dienst voor de Bevordering van de Scheepvaartwegen) en oprichting van een "Comité de concertation de la navigation intérieure" (Overlegcomité binnenvaart)

Art. 11. De artikelen 4 tot 11 van het decreet van 24 november 1994 houdende ontbinding van de "Office de la navigation" en oprichting van de "Office de Promotion des Voies navigables" zoals gewijzigd bij het decreet van 1 april 1999 houdende oprichting van de Autonome Haven "du Centre et de l'Ouest" en het decreet van 4 februari 1999 houdende wijziging van het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de "Société wallonne de financement complémentaire des Infrastructures" (Waalse Maatschappij voor de aanvullende Financiering van de infrastructuur) worden vervangen als volgt :

"Art. 4. Er wordt bij de Regering een "Comité de concertation de la navigation intérieure" opgericht, hierna "het Comité" genoemd.

Art. 5. Het Comité heeft als opdracht advies aan de Regering uit te brengen, op haar verzoek of op eigen initiatief, over de problemen betreffende de binnenvaart in Wallonië, het havenbeleid en de besluit- of decreetsontwerpen betreffende de bevaarbare waterlopen. Die adviezen worden aan de Regering overgemaakt in de persoon van de Minister.

Art. 6. De Regering bepaalt de werkingswijze van dat Comité.

Art. 7. Het Comité vergadert minstens twee keer per jaar.

Art. 8. Het Comité bestaat uit een vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor de Bevaarbare Waterwegen, uit vier vertegenwoordigers van het Directoraat-generaal "Mobiliteit en Waterwegen", twee vertegenwoordigers van de sector van de binnenscheepvaart, een vertegenwoordiger van de bedrijven die de waterwegen gebruiken, een vertegenwoordiger uit de sector van de rivierbevrachting, een vertegenwoordiger uit de sector van de vrachtbehandeling in havens, een vertegenwoordiger van elke autonome haven, een universitaire deskundige inzake vervoer en logistiek.

Naargelang van het onderwerp kunnen deskundigen op het Comité uitgenodigd worden.

Art. 9. Voor elk lid wordt een plaatsvervangend lid aangewezen. Het plaatsvervangend lid heeft zitting als het gewoon lid afwezig is. Elk lid of plaatsvervangend lid dat persoonlijk of in hoofde van zijn werkgever belangen zou kunnen hebben in een dossier dat door het Comité wordt onderzocht, verwittigt de voorzitter van de vergadering en ziet af van elke deelneming aan de debatten en aan de besluitvorming".

Art. 10. Elk Comité stelt een huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring aan de Regering voor. Het reglement voorziet in een aanwezigheidsquorum voor de stemmingen en in een stemmingsquorum.

Het reglement bepaalt dat als het aanwezigheidsquorum niet bereikt wordt, het Comité binnen acht dagen opnieuw wordt bijeengeroepen en minstens 24 uur na de vergadering waarop het quorum niet werd bereikt. In geval van gemotiveerde dringende noodzakelijkheid kan deze termijn worden ingekort. Bij een nieuwe bijeenroeping beraadslaagt het Comité op geldige wijze, ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 11. De Regering bepaalt de aard en het bedrag van de bezoldigingen die aan de leden, de plaatsvervangers en de deskundigen van het Comité worden toegekend. De verplaatsingskosten van de leden, plaatsvervangers en deskundigen worden vergoed zoals die van de personeelsleden van de diensten van de Regering krachtens de Waalse Ambtenarencode."

Art. 12. Artikel 3, tweede lid, *b*), van het decreet van 17 december 1992 houdende oprichting van begrotingsfondsen inzake Openbare Werken en artikel 1, § 2, eerste lid, 18e streepje, van het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut worden opgeheven.

Art. 13. De opdrachten, goederen, rechten en verplichtingen van de "Office de Promotion des Voies navigables" worden aan het Directoraat-generaal "Mobiliteit en Waterwegen" overgedragen.

Art. 14. De fondsen in het bezit van de "Office de Promotion des Voies navigables" worden overgedragen aan het "Fonds du Trafic et des Avaries - secteur Voies hydrauliques" (Verkeers- en averijfonds - sector Waterwegen). Dit fonds werd opgericht bij artikel 3 van het decreet van 17 december 1992 houdende oprichting van begrotingsfondsen inzake Openbare Werken.

Afdeling 5 — Wijzigingen in het decreet van 1 juli 1993 tot oprichting van een Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest betreffende de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne"

Art 15. De artikelen 2 en 3 van het decreet van 1 juli 1993 tot oprichting van een Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest worden vervangen als volgt :

"Art.2. De Raad heeft als opdracht :

1° advies uit te brengen over de ontwerpen en voorstellen van decreet van het Waalse Parlement en over de ontwerpen van besluiten van de Waalse Regering die een weerslag zouden kunnen hebben op de financiën en/of het bestuur van de steden, gemeenten en provincies, met uitzondering van het decreet betreffende de begroting van het Waalse Gewest;

2° advies uit te brengen over de ontwerpen van gewestelijke omzendbrieven betreffende de steden, gemeenten en provincies;

3° de weerslag te evalueren van elk voorschrift van de Europese Gemeenschap, de Belgische Staat, de Franse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap op de financiën en/of het bestuur van de steden, gemeenten en provincies.

Art. 3. § 1. De Regering kan een verzoek om advies of evaluatie bij de Raad indienen.

§ 2. Op initiatief van één derde van zijn leden kan de Raad erom verzocht worden de in artikel 2 bedoelde taken te vervullen. Dat initiatiefadvies wordt door de Raad aan de Regering overgemaakt.”

§ 3. Voor elk ontwerp van decreet of besluit van de Waalse Regering dat onder de bevoegdheid van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden valt, wordt een voorafgaand advies vereist. De Regering kan bepalen voor welke andere aangelegenheden het voorafgaand advies van de Raad verplicht is.

De Regering bepaalt welke ontwerpen van decreet en van besluiten een weerslag zouden kunnen hebben op de financiën en/of het bestuur van de steden, gemeenten en provincies, met uitzondering van het decreet betreffende de begroting van het Waalse Gewest waarvoor het advies verplicht is.”

Art. 16. In artikel 4, § 2, eerste zin, van hetzelfde decreet worden de woorden “en voorzitters van de raad voor maatschappelijk welzijn van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn” na het woord “gemeentelasthebbers” toegevoegd.

Paragraaf 3 van hetzelfde artikel 4 wordt vervangen door volgende paragraaf :

“§ 3. De leden van de Raad worden onder de gemeentelijke mandatarissen, de voorzitters van de Raad voor maatschappelijk welzijn benoemd als volgt :

1° de voorzitter en de ondervoorzitters worden rechtstreeks door de Regering aangewezen;

2° zes gemeentelijke mandatarissen en twee voorzitters van de Raad voor maatschappelijk welzijn worden rechtstreeks door de Regering aangewezen en zes gemeentelijke mandatarissen en twee voorzitters van de Raad voor maatschappelijk welzijn op de voordracht van de “Union des Villes et des Communes de Wallonie”;

3° vier provinciale mandatarissen worden rechtstreeks door de Regering aangewezen en vijf anderen op de voordracht van de “Association des Provinces wallonnes” (Vereniging van de Waalse Provincies).”

Paragraaf 5 van hetzelfde artikel wordt vervangen door volgende paragraaf :

“§ 5 Het mandaat van de leden van de Raad loopt zes jaar. Het mandaat is hernieuwbaar.”.

Paragraaf 7 van hetzelfde artikel wordt vervangen door volgende paragraaf :

“Bij beslissing van de instelling wordt als ontslagnemend beschouwd het lid :

- dat zonder rechtvaardiging meer dan 3 opeenvolgende vergaderingen niet heeft bijgewoond waarvoor het regelmatig is opgeroepen;

- dat zonder medische reden meer dan de helft van de tijdens de twaalf laatste maanden georganiseerde vergaderingen niet heeft bijgewoond waarvoor het regelmatig is opgeroepen;

- dat zich niet houdt aan de vertrouwelijke aard van de beraadslagingen of van de documenten wanneer ze erkend is overeenkomstig de wettelijke of reglementaire bepalingen, met inbegrip van de bepalingen van het huishoudelijk reglement;

- dat zich vijandig opstelt of dat deel uitmaakt van een instelling die zich vijandig opstelt t.o.v. de democratische principes zoals vermeld in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de Grondwet, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden of in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.”

Hetzelfde artikel wordt aangevuld met een paragraaf 8, luidend als volgt :

“§ 8. De opvolger wordt overeenkomstig de bepalingen van dit artikel aangewezen en voleindigt het mandaat van het ontslagnemende lid.”

Art. 17. In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de woorden “van de Executieve” vervangen door de woorden “van de Regering”.

Art. 18. In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de woorden “aan de Executieve” en “de Executieve” respectievelijk vervangen door de woorden “aan de Regering” en “de Regering” en worden de woorden “dertig kalenderdagen na de datum van ontvangst van de aanvraag” vervangen door de woorden “vijfendertig dagen na ontvangst van het volledige dossier.”

Het laatste lid van artikel 9 wordt vervangen als volgt :

“Indien het advies niet uitgebracht wordt binnen de termijnen bedoeld in de vorige leden, wordt het geacht gunstig te zijn.

Een jaarlijks activiteitenverslag wordt gelijktijdig aan de Regering en aan het Waals Parlement overgemaakt uiterlijk op eind september van het jaar dat volgt op het jaar waarop het betrekking heeft.”.

Art. 19. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 10. De Raad stelt een huishoudelijke reglement op dat door de Regering wordt goedgekeurd.

Het huishoudelijk reglement slaat op o.a. :

1° de invoering van een schriftelijke procedure inzake het uitbrengen van advies in geval van dringende noorzakelijkheid of in bijzonder gemotiveerde omstandigheden;

2° de aanwezigheids- en stemquorums;

3° de in acht te nemen regels bij de opmaak van de begroting;

4° de samenstelling en de werking van de commissies bedoeld in artikel 11.”.

Art. 20. In artikel 11 van hetzelfde decreet wordt het tweede lid vervangen als volgt : “De samenstelling en de werking van deze commissies worden door elke afdeling vastgelegd en in het huishoudelijk reglement opgenomen”.

Art. 21. Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 12. De Regering bepaalt de aard en het bedrag van de bezoldigingen die aan de leden van de Raad worden toegekend.

De verplaatsingskosten van de leden worden vergoed zoals die van de personeelsleden van de diensten van de Regering krachtens de Waalse Ambtenarencode.”

Art. 22. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de woorden “de Waalse Gewestexecutieve” vervangen door de woorden “de Regering”.

Art. 23. In artikel 15 van hetzelfde decreet worden de woorden “de Waalse Gewestexecutieve” vervangen door de woorden “de Regering”.

Art. 24. Het opschrift van hoofdstuk V van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de woorden "en andere bepaling".

Afdeling 6 — Wijzigingen in het decreet van 6 mei 1999 tot oprichting van de "Conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie" (Gewestelijke raad voor de opleiding van de personeelsleden van de plaatselijke en provinciale besturen van Wallonië) betreffende de "Conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie"

Art. 25. Artikel 6 van het decreet van 6 mei 1999 tot oprichting van de "Conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie" wordt vervangen als volgt :

"§ 1. De mandaten van de in artikel 3 bedoelde leden duren vijf jaar. Ze zijn hernieuwbaar.

Als een mandaat openstaat, wordt een vervanger aangewezen om het te voleindigen.

De opvolger wordt aangewezen overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk.

§ 3. Een lid wordt geacht van rechtswege ontslagnemend te zijn wanneer hij de overheid of de vakvereniging die hem binnen de Raad aangewezen heeft niet meer vertegenwoordigt.

§ 4. Bij beslissing van de instelling wordt als ontslagnemend beschouwd het lid :

- dat zonder rechtvaardiging meer dan 3 opeenvolgende vergaderingen niet heeft bijgewoond waarvoor het regelmatig is opgeroepen;

- dat zonder medische reden meer dan de helft van de tijdens de twaalf laatste maanden georganiseerde vergaderingen niet heeft bijgewoond waarvoor hij regelmatig is opgeroepen;

- dat zich niet houdt aan de vertrouwelijke aard van de beraadslagingen of van de documenten wanneer ze erkend is overeenkomstig de wettelijke of reglementaire bepalingen, met inbegrip van de bepalingen van het huishoudelijk reglement;

- dat zich vijandig opstelt of dat lid is van een instelling die zich vijandig opstelt t.o.v. de democratische principes zoals vermeld in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de Grondwet, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden of in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd."

Art. 26. Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid dat als volgt luidt : "De modaliteiten voor de uitvoering van dit artikel liggen vast in het huishoudelijk reglement."

Art. 27. In artikel 10 van hetzelfde decreet wordt het woord "dertig" vervangen door het woord "vijfendertig".

Hetzelfde artikel wordt aangevuld met een voorlaatste lid, luidend als volgt :

"Bij gebrek aan advies binnen de termijnen bedoeld in de vorige leden wordt het geacht gunstig te zijn".

Art. 28. Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 11. De Raad neemt het huishoudelijk reglement aan en legt het ter goedkeuring aan de Regering voor.

De wijzigingen in het reglement worden door de Raad bepaald en ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.

Het huishoudelijk reglement slaat op o.a. :

1° de werkingswijze van de diensten van de Raad en van de commissies bedoeld in artikel 8;

2° de invoering van een schriftelijke procedure inzake van adviesverlening in geval van dringende noodzakelijkheid of in bijzonder gemotiveerde omstandigheden;

3° de aanwezigheids- en stemmingsquorums;

4° de in acht te nemen regels bij de opmaak van de begroting."

Art. 29. Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 12. De Regering bepaalt de aard en het bedrag van de bezoldigingen die aan de leden van de Raad worden toegekend.

De verplaatsingskosten van de leden worden vergoed zoals die van de personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering krachtens de Waalse Ambtenarencode."

Afdeling 7 — Wijzigingen in het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen betreffende de opvolgingscommissie

Art. 30. Artikel 19, § 2, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen wordt vervangen als volgt :

"§ 2. Binnen de door de Regering aangewezen dienst wordt een opvolgingscommissie opgericht om de impact van de beslissingen tot toekenning van premies aan de grote ondernemingen jaarlijks te onderzoeken. Ze wordt ermee belast een jaarlijks activiteitenverslag op te stellen dat ze meedeelt aan de Regering, aan de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest) en aan het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique".

De Commissie bestaat uit :

1° vier gewone leden en evenveel plaatsvervangende leden uit de "Conseil économique et social de la Région wallonne";

2° een gewoon lid en een plaatsvervangend lid uit de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable";

3° vijf gewone leden en evenveel plaatsvervangende leden die de Waalse administratie vertegenwoordigen, onder wie drie uit de diensten bevoegd voor Economie en Tewerkstelling, één uit de diensten bevoegd voor de Natuurlijke Hulpbronnen en het Leefmilieu en één uit de diensten bevoegd voor Technologieën, Onderzoek en Energie.

Het plaatsvervangend lid heeft zitting als het gewoon lid dat hij vervangt afwezig is.

De leden bedoeld in het tweede lid, 1° en 2°, worden door de Regering aangewezen op grond van een dubbellijst van kandidaten voorgedragen door de organen die ze vertegenwoordigen.

De leden bedoeld in het tweede lid, 3°, worden op voorstel van de bevoegde Minister door de Regering aangewezen."

Art 31. In paragraaf 3, eerste lid, van artikel 19 van hetzelfde decreet worden de woorden "en van de opvolgingscommissie" geschrapt.

Afdeling 8 — Wijzigingen in het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen betreffende de erkenningscommissie

Art. 32. Artikel 9, § 2, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen wordt vervangen als volgt :

"Er wordt een commissie opgericht die belast wordt met de erkenning van de adviseurs voor maximum drie jaar en, in voorkomend geval, de opschorting of de intrekking ervan.

Om erkend te worden, dient de adviseur het bewijs van minimum drie jaar beroepservaring te leveren.

De Commissie bestaat uit :

1° vier gewone en vier plaatsvervangende leden die de diensten van de Waalse administratie vertegenwoordigen en die bevoegd zijn voor economie en tewerkstelling;

2° twee gewone en twee plaatsvervangende leden ter vertegenwoordiging van het Instituut der Bedrijfsrevisoren;

3° vier deskundigen (twee gewone en twee plaatsvervangende leden) ter vertegenwoordiging van het Instituut der Accountants;

4° twee gewone leden en twee plaatsvervangende leden uit de "Conseil économique et social de la Région wallonne".

Het plaatsvervangend lid heeft zitting als het gewoon lid dat hij vervangt afwezig is.

Het voorzitterschap en het secretariaat van de Commissie worden waargenomen door de leden bedoeld in het derde lid, 1°.

De Regering benoemt de voorzitter, wijst de leden bedoeld in het derde lid, 1°, aan op voorstel van de bevoegde Minister en wijst de leden bedoeld in het derde lid, 2° tot 4°, aan op grond van een dubbellijst van kandidaten voorgedragen door de organen die ze vertegenwoordigen."

Afdeling 9 — Wijzigingen in het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling betreffende de Erkenningscommissie

Art. 33. In artikel 3, 1, tweede lid, en § 2 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling worden de woorden "Na voorafgaand advies van de in artikel 7 bedoelde commissie" geschrapt.

Art. 34. In artikel 4, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden "Na advies van de in artikel 7 bedoelde commissie" geschrapt en in punt 8° van dezelfde paragraaf worden de woorden "aan de in artikel 7 bedoelde commissie en" geschrapt.

Art. 35. In artikel 5, § 1, eerste lid, en § 2, van hetzelfde decreet worden de woorden "Na advies van de in artikel 7 bedoelde commissie" geschrapt.

Art. 36. In artikel 5, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "opdat de commissie de te erkennen operateur zou kunnen kiezen. De operateur vervult alle voorwaarden bedoeld in artikel 4, § 1." geschrapt.

Art. 37. In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de woorden "na advies van de Commissie bedoeld in artikel 7" geschrapt.

Art. 38. Hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 39. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 10. § 1. Het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit decreet en van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten wordt uitgeoefend door de diensten die de Regering overeenkomstig artikel 11 aanwijst.

§ 2. De globale evaluatie van de bepalingen van dit decreet en van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten wordt door de "Conseil économique et social de la Région wallonne" uitgevoerd op grond van de actieplannen en de jaarlijkse activiteitenverslagen van de "Mire" die hem worden meegedeeld en voorgesteld door de diensten aangewezen door de Regering. De "Conseil économique et social de la Région wallonne" legt dit evaluatieverslag aan de Regering over vóór 1 oktober van het jaar dat volgt op het jaar waarop het verslag betrekking heeft.

"§ 3. De Regering bepaalt de evaluatiemodaliteiten. De evaluatie wordt uitgevoerd naar gelang van o.a. :

1° de kwantitatieve en kwalitatieve doelstellingen die in het jaarlijkse actieplan vastliggen;

2° factoren i.v.m. het sociaal-economische kader en de tot stand gebrachte processen om daarop in te spelen;

3° tekens van bevrediging van de betrokken gerechtigden en werkgevers.

§ 4. De "Conseil économique et social de la Région wallonne" wordt er ook mee belast om, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering, gemotiveerde adviezen uit te brengen over de uitvoering van het decreet en over elk vraagstuk betreffende de gewestelijke zendingen. Bij gebrek aan advies binnen vijftig dagen na de aanhangigmaking door de Regering wordt het geacht gunstig te zijn. Bij dringende noodzakelijkheid kan dat advies binnen tien dagen worden aangevraagd. Indien die termijn niet nageleefd wordt, wordt het advies geacht gunstig te zijn.

§ 5. De diensten aangewezen door de Regering organiseren minstens één keer per jaar een ronde tafel om o.a. de rol en de acties van de gewestelijke zendingen te bespreken in het kader van de socio-professionele inschakeling in het Waalse Gewest."

HOOFDSTUK III. — *Diverse en slotbepalingen*

Afdeling 1 — Diverse bepalingen

Art. 40. Het opschrift van hoofdstuk XII van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt wordt vervangen door het opschrift : "Hoofdstuk XII - Adviezen".

Art. 41. Artikel 51 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 51. De "Conseil économique et social de la Région wallonne" brengt, op verzoek van de Regering, van de "CWaPE" of op eigen initiatief, adviezen uit over de koers van de gewestelijke elektriciteitsmarkt met het oog op het algemeen belang, de duurzame ontwikkeling en de opdrachten van openbare dienst."

Art. 42. In artikel 3 van het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van de steenbergten worden de woorden "en nadat het advies van een Commissie, die ze opricht en die uit de betrokken partijen bestaat werd ingewonnen" vervangen door de woorden "en na advies van de "Commission régionale de l'Aménagement du Territoire".

Afdeling 2. — Slotbepaling

Art. 43. De Regering bepaalt voor elke advies-, erkennings- of daarmee gelijkgestelde instellingen bedoeld in dit decreet de data van inwerkingtreding van de artikelen van dit decreet.

De artikelen die betrekking hebben op elke advies-, erkennings- of daarmee gelijkgestelde instelling bedoeld in dit decreet treden in werking uiterlijk op de datum van de integrale hernieuwing van de mandaten van de leden van die instellingen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 november 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrustingen en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke-Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van het Waals Parlement, 820 (2007-2008). Nrs. 1 tot 16.

Volledig verslag, openbare vergadering van 5 november 2008.

Bespreking - Stemmingen.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4540

[2008/204544]

20 NOVEMBRE 2008. — Décret modifiant le décret du 11 juillet 2002 organisant le statut de la Société wallonne de Financement et de Garantie des Petites et Moyennes Entreprises, en abrégé, "SOWALFIN" (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 5, alinéa 1^{er}, du décret du 11 juillet 2002 organisant le statut de la Société wallonne du Financement et de Garantie des Petites et Moyennes Entreprises, les mots "le cas échéant" sont insérés entre les mots "garantie partielle et" et "supplétive".

Art. 2. § 1^{er}. Il est inséré, entre les articles 5 et 6 du même décret, un article *5bis*, ainsi rédigé :

"Art. *5bis*. La Région délègue également à la SOWALFIN la mission d'apporter, moyennant rémunération, un soutien financier aux catégories de personnes suivantes :

a) les personnes physiques ou morales, en ce compris les P.M.E., les indépendants et les professions libérales, mais à l'exclusion des grandes entreprises, susceptibles d'obtenir un crédit professionnel et souhaitant renforcer leurs moyens financiers pour les besoins de leur activité professionnelle;

b) les demandeurs d'emploi désireux de s'établir comme indépendants ou de créer une entreprise;

c) les personnes physiques ou morales désireuses d'investir dans une entreprise personnelle ou une société, ou de la reprendre.

Dans ce cadre, l'intervention de la SOWALFIN prend la forme d'un prêt, subordonné ou non, ou d'autres formes d'avances de ce type.

Le Gouvernement peut, le cas échéant, compléter, préciser ou restreindre la liste des bénéficiaires visés à l'alinéa 1^{er}. Il détermine conventionnellement avec la SOWALFIN les modalités précises d'intervention au profit de chacun desdits bénéficiaires.

Le Gouvernement détermine les secteurs d'activité exclus du bénéfice des dispositions visées aux articles 3, 5 et *5bis*."